

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 5,30 kr. ; Espagne, 80 pes. ; États-Unis,
60 c. ; France, 4,50 F ; Grèce, 200 dr. ; Irlande,
100 Ir. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg,
275 F ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
20 esc. ; Royaume-Uni, 25 p. ; Suède, 5,00 kr. ;
Suisse, 1,40 S. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;
Toute les abonnements sont en francs

Abonnement des abonnés n° 5
25427 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris n° 539572
C.C.P. n° 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Remaniements en Pologne

Le général Jaruzelski débale le terrain à droite et à gauche : tel est le sens des remaniements à la tête du parti ouvrier polonais que vient de décider le comité central.

À « droite », M. Kubiak, un professeur de sciences humaines, réputé libéral, presque inconnu il y a encore un an lorsqu'il fut promu à la fois membre du bureau politique et secrétaire, perd son poste au secrétariat. À « gauche », M. Olszowski connaît le même sort : il continue de siéger au bureau politique, mais il n'exerce plus les fonctions de secrétaire chargé de la propagande et de l'information.

Le recul de M. Olszowski constitue évidemment l'échec le plus net de ce plénum. Ce dirigeant paraissait, depuis des années, promis aux fonctions suprêmes. Du temps de M. Gierok, déjà, il était considéré comme le favori du premier secrétaire, ce qui lui valut une semi-disgrâce. En ce temps-là, il prônait une réforme économique. Il avait été l'heure de la revanche était venue lorsque les grévistes de Gdansk provoquèrent la chute de M. Gierok. Sa revanche fut moins éclatante qu'il ne l'avait espéré.

Alors que M. Kania essayait en vain de reprendre en main les affaires du pays, M. Olszowski cessait délibérément d'apparaître comme le champion des réformes. Il mettait l'accent sur le rétablissement de l'orthodoxie. N'était-il pas alors, aux yeux des militants les plus durs et des alliés soviétiques, le plus apte à ramasser le pouvoir basculant de M. Kania ? Une fois encore, il fut privé de la première place quand le chef du parti fut obligé de se démettre.

Sans doute s'était-il rallié au général Jaruzelski. Mais, avec beaucoup d'autres, il pouvait penser que la période militaire allait être brève, qu'après avoir brisé les syndicats indépendants, courbé les dignitaires ecclésiastiques et mis les ouvriers au travail, les généraux reprendraient leurs occupations habituelles dans les casernes. Tel était sans doute le désir de Moscou.

Le Krenin ne peut envisager de gâté de cœur le maintien pour une période indéfinie d'une junte à la tête d'un État socialiste. Mais la « normalisation » est loin d'être achevée. Certes, un calme apparent est revenu. Sept mois après le coup d'État, le général Jaruzelski peut avoir le sentiment d'avoir gagné la première manche. Son succès est cependant précaire. Les causes profondes de la crise qui a ébranlé la Pologne ces dernières années n'ont pas disparu : le divorce total entre le pouvoir et une société qui aspire de toute évidence à changer profondément le régime.

Comment apaiser cette société — qui a pour colonne vertébrale des institutions solides telle l'Eglise — sans alarmer les tenants de l'orthodoxie communiste ? Les dirigeants actuels n'ont toujours pas résolu ce problème permanent et ils sont loin d'être d'accord entre eux sur la voie à suivre. Les déclarations dissidentes se sont multipliées ces derniers temps. Les uns prônent un compromis avec les militants de Solidarité pour qu'ils rejettent tout projet « aventuriste ». Les autres condamnent radicalement toute « agression d'entente avec l'ennemi du socialisme ».

Le général Jaruzelski a écarté de l'exécutif du parti deux des hommes qui symbolisent des lignes politiques contradictoires. Le chef de la junte paraît ainsi avoir consolidé son pouvoir. Reste à savoir si, en Pologne, le parti et ses dirigeants ont véritablement le pouvoir qu'ils prétendent exercer.

(Voir nos informations page 4.)

Le gouvernement et le P.S. optent pour une plus grande fermeté

- Mise à l'étude d'une réforme globale du système fiscal
- Stricte limitation des dérogations au blocage des prix et des revenus
- Création de groupes de travail entre le parti et les cabinets ministériels

Cent dix dirigeants socialistes (membres du gouvernement, présidents, vice-présidents des groupes parlementaires, présidents et animateurs des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, membres du bureau exécutif du parti, responsables de la Fédération nationale des élus) ont participé, toute la journée du vendredi 16 juillet, au séminaire organisé à huis clos, au château des Malmaisons-Laffitte, par la direction du P.S.

Deux membres du gouvernement seulement étaient absents, empêchés par les obligations de leur charge, MM. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, et André Chénedegge, ministre chargé des affaires européennes. Le président de la République était représenté par M. Jean Giverny, chef du cabinet de M. François Mitterrand.

Après des exposés introductifs de MM. Lionel Jospin,

Un gouvernement à la peine devant les difficultés de gestion du pays et en butte aux multiples résistances que rencontre sa politique. Des élus en proie à l'inquiétude, parfois au doute, devant des électeurs de plus en plus désabusés ou critiques. Des sondages de moins en moins favorables. Un parti qui apparaît toujours aussi représentatif de la majorité dans son rôle majoritaire. Pour les socialistes, un an après la conquête du pouvoir, il y a, en effet, de quoi s'inquiéter.

Organisé par la direction du P.S. pour se tenir avant les élections municipales, le séminaire de Malmaisons-Laffitte n'était donc pas superflu. Il a permis aux membres du gouvernement et à leurs principaux collaborateurs de route de prendre tous ensemble, pour la première fois, sous cette forme, depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, quelque recul. Pour se juger eux-mêmes et essayer d'en tirer quelques enseignements.

Une constatation d'abord : dans la mauvaise passe actuelle les dirigeants de la principale formation de la majorité se sentent instinctivement les coudes. Tous insistent, vendredi soir, sur l'excellente ambiance des échanges de vues intervenus au long de la journée, sans aucun protocole. « C'était très agréable », très agréable », indiquait M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti, « c'était extrêmement agréable et ce qui était manifeste, c'était le plaisir d'être réunis, de se retrouver dans la fraternité », notait M. Lionel Jospin.

Ceux des dirigeants du parti qui avaient exprimé un certain agacement quant au style et aux méthodes de travail du gouvernement, ont mis une sourdine à leurs griefs. M. Pierre Joxe, notamment, qui s'était montré très sévère à l'égard de M. Mauroy, a, certes, réaffirmé franchement, à l'issue du séminaire, que les cabinets ministériels doivent préparer plus soigneusement le travail législatif, mais son intervention liminaire, à ce sujet, fut, de l'avis général, un exemple d'apaisement. Évoquant ce climat d'union fraternelle, M. Jospin a estimé que cet « esprit de sérieux » avait été « la mesure des enjeux dramatiques » et qu'il était manifeste « qu'il était le plaisir d'être réunis, de se retrouver dans la fraternité », notait M. Lionel Jospin.

Les membres du gouvernement, les parlementaires et l'état-major du parti s'accordent aussi sur un impératif : la situation est trop grave pour que les querelles intestines soient encore de mise. D'autant que la fin de la crise n'est pas pour demain. Ils ont une commission qu'en séance plénière.

AU JOUR LE JOUR

Nocturnes

Les guerres n'ont plus de leur nom. Israël avait déjà baptisé son invasion du Liban « Patz en Galilée ». Voilà maintenant que l'Iran appelle « opération Ramadan » son entrée en Irak.

Peut-on pour autant espérer qu'il sera interdit aux combattants de faire usage de leurs armes du lever au coucher du soleil ?

HENRI MONTANT.

premier secrétaire du P.S., Pierre Mauroy, premier ministre, et Pierre Joxe, président du groupe de l'Assemblée nationale, les débats se sont déroulés au sein de cinq commissions consacrées aux problèmes économiques et à la mise en œuvre du programme gouvernemental ; aux affaires sociales et à la lutte contre les inégalités ; aux problèmes internationaux ; aux libertés et à la vie dans la ville et dans l'entreprise ; à la stratégie du parti. Les rapporteurs respectifs ont été Mme Denise Cacheux, député du Nord, MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, Jacques Hinzinger, Michel de La Fournière, membres du bureau exécutif, et Jean Popereau, membre du secrétariat national.

L'état-major du P.S. et les membres du gouvernement sont notamment convenus d'opposer une plus grande fermeté aux résistances que rencontre la politique gouvernementale.

La réaction des partenaires sociaux, après la réunion de Matignon, est de paraître à beaucoup d'une banalité constante. Cela n'est à nouveau déclaré contre les mesures de restriction qui concernent son secteur, mais tout à fait favorable à celles qui risquent de pénaliser les autres. Cet équilibre sacré ne serait-il pas la pierre d'achoppement de l'économie française ? En tout cas, elle est plus de façade que réelle — rend tout dialogue presque impossible et réduit les échanges à des slogans que l'on se lance de part et d'autre de la table de rencontres.

L'art de la litote est aboli et la nuance fait le plus souvent défaut. A la limite, on peut met-

tre dans la bouche de l'un de ce que vient de dire l'autre, comme, par exemple, ce commentaire fait le 11 juillet à l'issue des entretiens de Matignon : « Contrairement à ce que l'on affirme, il n'y a pas de blocage symétrique des prix et des salaires. » Qui parle, un syndicaliste ou un patron ? En l'occurrence, le président du C.N.P.F. Mais si l'on peut s'y tromper, c'est en raison de l'attitude figée qu'on adopte ceux que l'on appelle les partenaires sociaux. De tous côtés, le mot d'ordre paraît être : que personne ne bouge !

Or il faudra bouger, et chacun le sait. Il faudra se donner de nouvelles habitudes de pensée en matière économique, de manière à ne plus se satisfaire de théories qui ne recouvrent plus les faits ou de schémas qui ne correspondent plus à la réalité. On se souvient de la doctrine froide imposée par l'UNICE à M. Raymond Barre lors de la préparation du VIII^e Plan : alors que le premier ministre de l'époque balbutiait sur des équilibres classiques des échanges et du budget, et sur la stabilité du franc, l'institut de la statistique laissait prévoir 2 500 000 chômeurs à l'horizon 1985. Qui plus est, l'inflation et chômage se situaient plus, puisqu'en mai 1981 on constatait l'existence de 1 700 000 demandeurs d'emploi tandis que la hausse des prix atteignait 14 % en rythme annuel au premier trimestre de la même année.

Le gouvernement socialiste, en prenant ce mauvais relais, ne s'est-il pas lui aussi mis à des mécanismes qui l'on croyait immuables ? La relaxation de l'activité par un accroissement de la demande était-elle vraiment de nature à porter le rythme annuel de croissance à 1 % à 4 % ? N'était-ce pas illusion de croire que les investissements prendraient automatiquement la suite de la demande ?

(Lire la suite page 11.)

LES GUERRES AU PROCHE-ORIENT

● Liban

Les Palestiniens proposent de se retirer à titre provisoire dans le nord du pays (Lire page 3)

● Iran-Irak

Les troupes de Bagdad auraient repris l'initiative (Lire page 2)

LA CONTROVERSE FRANCO-AMÉRICAINE SUR LES CRÉDITS A L'U.R.S.S.

Une nouvelle séquelle de Versailles...

La controverse déclenchée, jeudi 15 juillet, par un responsable anonyme du ministère américain de la défense, qui avait reproché à la France d'avoir conclu un « accord secret » avec l'U.R.S.S. pour la fourniture de crédits avantageux à l'exportation, n'a pas été apaisée par les démentis opposés à cette information par les ministères des relations extérieures et de l'économie et des finances, appuyés par MM. Giscard d'Estaing, Deniau et Monory au nom du précédent gouvernement. A Washington, un porte-parole du département d'Etat a maintenu vendredi que la France n'avait informé ses alliés que des principales dispositions du protocole financier signé en février 1980 entre Paris et Moscou, mais qu'elle n'avait pas « communiqué les copies d'un tel accord ».

Rappelons que ce protocole avait prévu, en

Pour une fois, cette attaque américaine contre la politique menée par Paris en matière de commerce Est-Ouest s'est heurtée à une riposte quasi unanime de la France politique. A la suite du communiqué du ministère de l'Économie et des Finances, le secrétaire d'Etat à la Défense a qualifié l'information de « fantaisiste et irresponsable ».

De même, M. Jean-François Deniau, ministre du Commerce extérieur, lorsqu'il a été signé entre Paris et Moscou le protocole financier du 22 février 1980, a jugé que cette information « n'était pas sérieuse », ajoutant : « Le taux de crédit à l'exportation est toujours été notifié à nos partenaires, conformément aux règles C.E.S. et du consensus à l'O.C.D.E. ».

Le ministère de l'économie et des finances a fait, vendredi 16 juillet, la même déclaration, aussitôt confirmée par M. René Monory, prédecesseur de M. Deniau à la tête de ce ministère. « Le contenu de cet accord (celui de 1980) est donc connu de nos partenaires depuis cette date, ajoute-t-on sur le site de l'Oréal, et il a donné lieu, à nouveau, à toutes les explications nécessaires à l'occasion de la préparation du sommet de Versailles ».

Ces explications ne démentent pas pour autant complètement les nouveaux reproches formulés, en termes il est vrai plus mesurés, par le porte-parole du département d'Etat américain, M. Dean Fisher, vendredi. Selon lui, Paris avait bien informé les États-Unis des « principales dispositions » du protocole financier franco-sovié-

accord avec les partenaires de la France au sein de l'O.C.D.E., que les crédits à l'exportation vers l'U.R.S.S. seraient accordés sur 65 % des contrats, à un taux de 7,80 % et avec la garantie du gouvernement. En octobre 1981, ce taux avait été porté à 8,50 %, puis à 12 % ce printemps, mais les partenaires peuvent jouer sur le fait que ces limitations n'ont pas d'effet rétroactif.

Cette controverse oppose de manière paradoxale les États-Unis au pays européen qui a été le plus proche de Washington sur l'approche politique des relations Est-Ouest, et, surtout, le plus proche de Moscou, à la fois par le comité central du P.C. soviétique juge que les relations franco-soviétiques sont « sur le déclin ».

par MICHEL TATU

malement dans le cadre du Cocom, aucun des engagements pris à Versailles en matière de commerce Est-Ouest n'a été respecté.

(Lire la suite page 4.)

En même temps, toujours selon M. Fisher, le gouvernement français se serait abrité derrière certaines de ses dispositions pour expliquer qu'il était « difficile pour la France de se joindre à un accord restreignant le volume des crédits à l'U.R.S.S. ». A Paris, les meilleurs informés admettent que si les grandes lignes de tels accords sont communiquées aux alliés, les clauses n'en sont pas rendues publiques en raison du secret des affaires.

Cette polémique sur l'échange d'informations n'a donc pas été relancée tout à fait au hasard. Il s'agit là d'un nouvel aspect de ce qu'il faut bien appeler les grands malentendus de Versailles, des malentendus qui ont joué dans les deux sens.

Du côté américain, on attachait une grande importance à la déclaration finale du sommet à sept, laquelle non seulement engageait les participants à « gérer avec prudence les relations économiques, commerciales et financières » avec l'U.R.S.S. et l'Europe orientale.

Or, à l'exception du contrôle des produits « stratégiques » qui semble fonctionner à peu près nor-

LE FESTIVAL DE JAZZ DE NICE

Musiques des « lofts » et des ghettos

Le Festival de New-York était à peine achevé que George Wein entraînait en Europe, comme chaque année, la plus grande troupe de musiciens qu'un lieu d'accueil puisse rassembler sur le Vieux Continent. Destination : Nice. On ne voit pas qui, sinon Wein, pourrait mieux faire que Wein lui-même. Il a convaincu Sippie Wallace, quatre-vingt-quatre ans — l'âge qu'aurait eu aujourd'hui Beethoven, à peu de chose près — de franchir l'Atlantique.

Elle ne se fait pas prier pour faire un bis, et il publie ne la rappelle pas seulement par gentillesse. Elle a du tonus, Sippie, dans les chansons les plus du vieux temps. Mais Wein a le souci, en juillet, d'inviter surtout, à Nice, toutes les générations et toutes les tendances, des artistes de vingt ou vingt-deux ans comme Terrence Blanchard et

Donald Harrison (du sextette de Blakey) ou Branford Marsalis et Jeff Watts (du quintette de Wynton Marsalis), des personnalités et des groupes représentatifs de tout le jazz, de B. B. King aux Crusaders, de Benny Golson à Clark Terry, de Mulligan à Don Pullen, à Chico Freeman.

A ces grands noms, Wein a joint, pour faire bonne mesure, ceux de Machito, de Ray Barretto, de Gilio Gil et de Jimmy Cliff — sans oublier Debarbat (parmi les trente-cinq Français qui n'ont pas de réputation qu'hexagonale) et sans omettre de signaler la présence obligée de Dizzy, prince de l'humour, du « nonsense », qui frappe toujours les trois coups de la fête sur le premier bouge qui traîne.

LUCIEN MALSON.

(Lire la suite page 7.)

L'IMPASSE DIPLOMATIQUE AU LIBAN

L'O.L.P. propose que les combattants palestiniens soient regroupés provisoirement dans le nord et l'est du pays

Tandis que le cessez-le-feu à Beyrouth est généralement respecté, de nouveaux accrochages entre forces syriennes et israéliennes ont eu lieu vendredi 16 juillet dans l'est du Liban, dans la région du lac Karoun. Par ailleurs les fidèles musulmans de Beyrouth-Ouest ont organisé, après la prière du vendredi, des manifestations pour réclamer la levée du blocus de la ville. Plusieurs religieux ont défilé en tête de ces manifestations dont l'une s'est dirigée vers le palais de la présidence du conseil, à Beyrouth-Ouest, où ils ont présenté une pétition au premier ministre, M. Charfi el Wassan.

À Jérusalem, au même moment, quelque vingt mille Palestiniens ont manifesté aux abords de l'esplanade des mosquées d'Ibrahîm et d'Omar, dans le secteur oriental de la ville, contre l'offensive israélienne au Liban. Les forces israéliennes comprennent des unités de l'armée et de la police des frontières ont tiré des salves d'avertissement et ont bloqué les accès à l'esplanade du Mont-du-Temple (Haram el Cherif).

Cependant, les négociations en vue de trouver une terre d'accueil aux Palestiniens de Beyrouth-Ouest se poursuivent. « Nous essayons de chercher des solutions de rechange pour parer à toutes les éventualités », a déclaré le premier ministre libanais, M. Wassan faisant allusion au refus des Syriens d'accueillir les combattants palestiniens. Il s'est montré relativement optimiste affirmant qu'il avait rencontré M. Arafat jeudi soir et qu'il avait constaté qu'il avait des « suggestions positives » pour surmonter les difficultés.

De source gouvernementale libanaise, on indique que M. Wassan a proposé d'évacuer les combattants palestiniens encerclés dans Beyrouth-Ouest vers le nord ou l'est du Liban « à titre provisoire », en attendant que soient débattues les négociations qui sont dans l'impasse depuis une semaine. Le chef de l'O.L.P. aurait mentionné spécifiquement le port de Tripoli et la Béchar. On croit savoir également que M. Wassan a fait part de cette suggestion à M. Philip Habib, ambassadeur américain.

À Jérusalem, les autorités ont réagi plutôt froidement à cette idée. « Nous connaissons l'O.L.P. depuis Beyrouth et le Liban. C'est pourquoi cette proposition d'envoyer quelque part ailleurs au Liban n'est pas sérieuse », a déclaré un responsable israélien. Toutefois, M. Itzhak Rabin, ancien président du conseil et l'un des chefs de file de l'opposition travailliste, s'est montré favorable. « Le temps

MORT D'UN CASQUE BLEU FRANÇAIS

Beyrouth (A.F.P.). — Le sergent-chef Joël David, du contingent français de la Force internationale pour le Liban (FINUL), est mort le 16 juillet dernier des suites de blessures subies au cours de sa mission au Sud-Liban, a annoncé, vendredi 16 juillet, le porte-parole de l'ONU à Beyrouth.

Joël David, officier de la FINUL, avait été grièvement blessé le 28 juin dernier « alors qu'il tentait de désamorcer une bombe à fragmentation au Sud-Parole. Il appartenait au 17^e régiment de génie parachutiste basé à Montauban (Tarn-et-Garonne).

Il s'agit du huitième décès au sein du contingent français de la FINUL depuis mars 1978, dans du déploiement des « casques bleus » au Sud-Liban, à la suite de l'opération Liban menée par l'armée israélienne.

Le nombre total de tués parmi les sept mille « casques bleus » depuis le début de la mission de la FINUL au Liban atteint soixante-dix-huit.

● L'Alliance France-Israël, dans un communiqué, déplore que le président de la République française ait eu besoin de distinguer de ses partenaires occidentaux et reconnaît à l'Élysée un représentant de l'O.L.P., organisation terroriste dont le but est l'annexion de l'État d'Israël.

« prend acte qu'au plus haut niveau l'on s'efforce de minimiser cette visite en précisant que M. Kadouni faisait partie d'une délégation de la Ligue arabe. » et dénonce l'infirmité qui vient d'être commise envers un pays ami de la France, l'État d'Israël.

(*) R.F. 14, 1542 Paris Cedex 18.

UNE VISITE AU CHEF SPIRITUEL DES CHIITES

« Le coup porté à la résistance palestinienne ne mettra pas un terme à sa cause »

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le cheikh dévoué non prêche à mi-voix, l'œil perdu vers des profondeurs abyssales. Il polissait ses mots, qu'un scribe de fortune, fidèle parmi les fidèles, notait sans relâche, tremblant de perdre les paroles du juste. Le monologue courait sans accent ni saccade, seulement suspendu quand le saint homme, cherchant un mot, laissait sa barbe grise d'un revers de kienek. Interruption fût indicible. La loi ne se questionne pas.

Cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine, chef spirituel des chiites du Liban, prêchait concorde et paix dans la foule tout d'incommensables périphrases. « Délivrer le Liban de la peur, du doute et des méfiances qui le divisent ses fils... » « Faire front et résister ensemble au pire des ennemis : Israël, pressé d'instaurer l'image d'une société close dans un Liban ouvert et pluraliste... » Un béril décrivait le ciel et son silence. Simple. Le cheikh, doucement, glissait un œil à sa fenêtre et revint vers son scribe.

Il était là, collé au fond d'un campé au ruelle bon marché, titillant son chapelet et balançant d'un pied distrait une savate en plastique. Et il parla, parcourant d'un regard aveugle les murs blancs sales de son gîte. Une H.M. bariolée et trépidante, à mi-chemin des demeures séculaires des maîtres de Beyrouth.

Wallibey le druze, chef d'une gauche dont l'histoire et la gloire se conjuguent au passé. Saëbey, le sunnite, dont la carrière et la puissance se comptent — entre Arabie et Suisse — plus qu'elles ne se racontent. Lui vit ici, réfugié de son Sud. L'autentique frugalité qui sied aux pieux en ces longs jours de ramadan.

Et il précha l'indécrottable question qui divise le Liban. Notre but est une unité dans un front national et patriotique solide. « Il parle de tous, sans nommer personne, d'une langue qui fait de l'anodin mystère. D'autres tout distillés de la « collaboration honteuse » du camp d'en face. Lui.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

Fausse alerte : l'ambassadeur arrive à son tour d'un essaim de gardes. La foule s'agit. Reste à régler les comptes. Qui a tiré le coup ? L'histoire s'embroute de mille versions contraires. Tout est venu d'un meeting tenu à Beyrouth les derniers jours de combat de Bassorah.

(*) R.F. 14, 1542 Paris Cedex 18.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

TOUT EN MÉNAGEANT M. SHULTZ

Plusieurs responsables soviétiques accusent Washington de préparer une guerre

M. George Shultz a prêté serment, vendredi 16 juillet, comme secrétaire d'Etat lors d'une cérémonie à la Maison Blanche en présence de M. Reagan. Soulignant les qualités « exceptionnelles » de M. Shultz, « un homme qui inspire confiance », le président américain a indiqué que sa nomination constituait « un ferme signal à l'égard des amis comme des ennemis des Etats-Unis. Le choix du nouveau secrétaire d'Etat avait été confirmé jeudi à l'unanimité par le Sénat.

Selon la chaîne de télévision ABC, M. Shultz n'aurait pas l'intention de conserver M. Walter Stoessel, dont M. Haig avait fait son adjoint en janvier dernier. Il le remplacerait par M. Kenneth Dam, âgé de cinquante ans, doyen de l'université de Chicago, qui avait servi pendant la présidence de M. Nixon sous les ordres de M. Shultz, alors que celui-ci dirigeait le bureau de l'administration et du budget, un service-clé de l'exécutif.

De notre correspondant

Moscou. — Au moment où, vendredi, le chef de la diplomatie soviétique, M. Gromyko, félicitait son nouveau collègue américain, M. George Shultz, et exprimait l'espoir qu'il contribuerait à améliorer les relations entre les deux pays, trois officiels soviétiques portaient des jugements apocalyptiques sur la politique du gouvernement Reagan. Dans l'Étoile rouge, organe de l'armée, le général Valentin Lortchov a affirmé que le Pentagone projetait trois types de guerre nucléaire limités et se préparait à une confrontation générale. Dans la Pravda, l'académicien Arbatov a estimé que l'objectif premier de Washington était d'imposer sa volonté aux autres pays. Enfin, au cours d'une table ronde, le président du Comité soviétique de défense de la paix, M. Joukov, a accusé les Etats-Unis d'avoir « sabordé » la mission spéciale de l'ONU sur le désarmement.

Le général Lortchov prête aux responsables du Pentagone la terrible intention de mener une guerre stratégique limitée, une guerre nucléaire en Europe et une guerre nucléaire tactique sur des théâtres périphériques (au Proche-Orient et dans d'autres régions où, selon Washington, les Etats-Unis ont des « intérêts vitaux »). En Europe, il pourra être fait appel aux armes tactiques et les Etats-Unis s'engageront à ne pas utiliser l'arme nucléaire ne lui été pas son droit de riposte et de « rétrograder ».

Pour M. Arbatov, principal spécialiste soviétique des relations avec les Etats-Unis, la diplomatie américaine vit depuis dix-huit mois dans une « chimère » et s'est mise à se déverser. Sa croisière antisoviétique « n'a pas été approuvée par ses alliés européens, pas plus que sa conception de la sécurité ». Les Européens de l'Ouest, écrit-il, soupçonnent fortement l'administration américaine de vouloir faire de leur territoire une sorte de théâtre d'opérations militaires d'essai. Ils ont déjà déclaré une guerre contre les pays du pacte de Var-

LE RÉVÉREND MOON EST CONDAMNÉ A DIX-HUIT MOIS DE PRISON POUR FRAUDE FISCALE

New-York (A.F.P., U.P.I.). — Le révérend Sun Myung Moon, fondateur du « Mouvement de l'Unité », a été condamné à dix-huit mois de prison et à 25 000 dollars d'amende pour fraude fiscale. Le révérend Moon, qui est âgé de 42 ans, a été arrêté par la police de New-York le 15 juillet.

Le révérend Moon avait été, le 18 mai dernier, reconnu coupable d'avoir omis de déclarer ses intérêts de 12 000 dollars placés sur des comptes d'épargne ainsi que les dividendes de 50 000 dollars d'actions. Ses avocats avaient soutenu, sans succès, que ces fonds appartenaient à la secte et devaient, aux termes de la loi américaine sur la liberté religieuse, être exemptés d'impôts.

Le juge du district fédéral de New-York, M. Gerard Gostel, a estimé qu'une peine de prison ferme était nécessaire dans une affaire de ce genre « sinon, des millions de gens en tireraient la conclusion que seuls les pauvres sont en prison, alors que les personnes riches et puissantes, qui peuvent se payer des avocats tels que ceux de M. Moon, sortent libres du tribunal ».

● Une délégation du CRIF, conduite par son président, M. A. de Rothschild, a été reçue vendredi 16 juillet par le secrétaire général de l'Élysée, M. Bianco. Cette visite était une rencontre préparatoire à l'audience demandée au président de la République et dont le principe a été retenu.

● Le porte-parole du quai d'Orsay a affirmé vendredi que le gouvernement français avait noté « sans surprise » et « avec intérêt » la déclaration faite mardi à Paris par M. Issam Sartout, conseiller de M. Arafat, selon laquelle l'O.L.P. avait formellement reconnu le droit d'Israël à l'existence.

Bolivie

LE PRÉSIDENT TORRELLO A OFFERT SA DÉMISSION AUX CHefs DE L'ARMÉE

La Paz (Reuter). — Le général Celso Torrello, chef de l'armée, a offert sa démission, ont annoncé vendredi 16 juillet, le commandant en chef de la marine et le chef d'état-major de l'armée de terre. Les chefs des forces armées ont promis prochainement d'étudier la situation créée par cette offre de démission. Jeudi, le gouvernement avait annoncé que des élections seraient tenues en 1983 en vue d'un retour à un régime démocratique (Le Monde du 17 juillet).

Le général Torrello avait été nommé chef d'état par l'armée en août 1981. L'annonce de sa démission intervient à la suite de graves tensions au sein de la hiérarchie militaire. Le colonel Faustino Rico Toro, directeur de l'académie militaire, aurait tenté de promouvoir un coup d'Etat pour renverser le général Torrello. Cette tentative a été déjouée par le général Torrello. Le colonel Rico Toro a demandé à être nommé président, mais que l'aviation et certains éléments de l'armée de terre s'y sont opposés. Présencia lie le colonel Rico Toro au colonel Luis Arce Gomez, mêlé à un trafic de cocaïne, alors qu'il était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement précédent.

L'annonce d'élections en 1983 a été saluée avec satisfaction par plusieurs partis politiques ainsi que par le puissant syndicat des mineurs et la Confédération des travailleurs boliviens (COB). Les revendications de la droite pour la plupart, se sont opposées à cette initiative. Le climat social est très gravement dégradé cette année en Bolivie, où une très forte inflation a provoqué une inflation galopante.

Mexique

L'élection présidentielle du 4 juillet

M. DE LA MADRID A OBTENU PRÈS DE 72 % DES SUFRAGES EXPRIMÉS

Mexico (A.F.P.). — La Commission fédérale électorale mexicaine a publié, vendredi 16 juillet, les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 4 juillet, qui a vu la victoire de M. Miguel de la Madrid. Candidat du parti révolutionnaire institutionnel (PRI) (au pouvoir), il a obtenu 16 145 254 voix, soit 71,83 % des suffrages exprimés. Les autres candidats ont obtenu les résultats suivants : M. Pablo Emilio Madero (parti d'action nationale - PAN), 3 700 045 voix ; M. Arnaldo Márquez Verdugo (parti socialiste unifié - P.S.U.M.), 821 996 voix ; M. Ignacio González (parti démocrate - P.D.M.), 433 886 voix ; Mme Rosario Irujo (parti révolutionnaire des travailleurs - P.R.T.), 116 448 voix ; M. Candido Diaz (parti socialiste des travailleurs - P.S.T.), 342 005 voix.

DIPLOMATIE

Les relations entre la France et l'U.R.S.S.
« sont sur le déclin »
estime un responsable soviétique

Témoignage éditorial publié dans son numéro du 18 au 26 juillet un entretien que son rédacteur en chef, Pierre-Luc Segouin, a eu, à Moscou, avec M. Vadim Zagladine, premier chef de cabinet du département international du comité central du P.C. soviétique.

« Nous avons été impressionnés par la victoire de la gauche. Malgré toutes les contradictions qui demeurent grandes, ce qui réjouit le gouvernement depuis le 10 mai notamment dans le domaine du progrès social, est très positif. »

« Je n'en dirais pas autant au sujet de la politique extérieure. Certes, nous avons apprécié l'attitude de François Mitterrand au Liban ou vis-à-vis du Salvador et du Nicaragua. Mais le suis très étonné par son comportement à notre égard. Du point de vue philosophique, malgré des déclarations réelles, nous avons beaucoup de points communs avec ce gouvernement dans la manière de considérer les choses. Or nous sommes nos relations sont

gérées mais, pire, elles sont sur le déclin. C'est vrai au plan politique. C'est vrai désormais au plan économique où Paris, tout en critiquant Washington, se comporte de même. Voyez son attitude au sein du G7 (l'Organisation pour la coopération et le développement) chargé de contrôler les exportations de matériel stratégique à destination de l'Est. »

« Je pose donc la question : le président Reagan a proclamé la croisade contre l'U.R.S.S., est-ce que la France veut participer à cette croisade ? Si oui, cela ne s'inscrit pas dans le programme du gouvernement soviétique. Si non, cela ne se voit pas ! »

« À propos du Liban, le responsable soviétique fait valoir que « notre diplomatie a été active dans toutes les directions » et que « sur le terrain, où nous n'avons pas l'intention de nous substituer aux belligérants, nous avons remplacé le matériel perdu par la Syrie et l'O.L.P. ». « Quelle que soit l'issue militaire, conclut-il, l'O.L.P. a accru son influence politique (...) Elle a et aura notre soutien indéfectible. »

Une nouvelle séquelle de Versailles...

(Suite de la première page.)

Ni à propos de l'information qui devrait porter sur « tous les aspects » de ces relations, ni sur la limitation des crédits.

Le 9 juin, dans sa conférence de presse à l'Élysée, M. Mitterrand avait clairement déclaré qu'il pensait de cette dernière disposition.

Après avoir noté que la France avait déjà porté à 7 % le taux de ses crédits publics (garantis par l'État), alors que d'autres pays fournissent des prêts privés à 8 %, le président de la République avait conclu : « Voilà pourquoi, lorsqu'on pose la question : est-ce que nous avons l'intention de limiter les crédits à l'Union soviétique ?, je réponds : non, c'est déjà fait. Nous étions à 7,5 %, nous sommes passés à 8 %, cela suffit. J'attends que les autres le fassent à notre exemple, avant de passer à la deuxième phase, que je prendrai le temps d'examiner. Voilà tout. »

La déception américaine

On peut se demander si, avec une telle attitude, il était bien judicieux d'insister sur la relation commune qui proclamait tout de même comme objectif, et sans faire de cas spécial pour la France ou d'autres pays, de limiter les crédits à l'Union soviétique. Toujours est-il que ces propos de M. Mitterrand — appuyés par une attitude analogue du chancelier Schmidt à Bonn — ont suscité une forte irritation à Washington, laquelle a compté pour beaucoup dans la décision prise par M. Reagan, le 18 juin, d'étendre aux filiales américaines en Europe et aux entreprises travaillant sous licence américaine l'embargo technologique imposé à l'U.R.S.S. pour les fournitures d'équipement lié au contrat sur la vente de gaz. On laisse entendre maintenant du côté américain que cette mesure brutale n'aurait pas été prise si l'on était parvenu à des résultats concernant les crédits.

Or les espoirs de M. Haig et de ses amis « modérés » parmi les responsables américains ont été déçus, ce qui a autorisé une offensive des « durs », groupés autour de M. Weinberger. Commentant ce qu'il estime être le « point le plus bas » atteint par les relations euro-américaines dans la phase récente, le Wall Street Journal rapportait ce propos tenu sur le compte des Européens par un « important conseiller du gouvernement Reagan » : « Nous avons affaire à une bande d'enfants gâtés. »

Les dépendances du commerce Est-Ouest

L'erreur du gouvernement Reagan dans cette affaire est d'abord de vouloir imposer une norme unique à des pays qui ne peuvent, et verta même du principe de « libre entreprise, si prisé à Washington, que se présenter en ordre concurrentiel sur les marchés internationaux. Il y a belle lurette que le commerce Est-Ouest, loin d'être le « levier » ou « l'arme politique » sur laquelle comptait M. Kissinger et nombre de ses adeptes européens, a fait apparaître une dépendance non plus seulement du client (européen) des produits énergétiques soviétiques, mais sans doute plus

MICHEL TATU.

ABONNEMENTS VACANCES

POUR CEUX QUI DESIRENT RECEVOIR RÉGULIÈREMENT À LEUR ADRESSE DE VACANCES NOTRE QUOTIDIEN

Le Monde
PROPOSER DES ABONNEMENTS AUX CONDITIONS SUIVANTES :

FRANCE :	
Quatre jours	33 F
Trois semaines	83 F
Un mois	103 F
Un mois et demi	143 F
Un an	1233 F
Deux mois	193 F
Deux mois et demi	273 F
Trois mois	353 F

ÉTRANGER (vols normaux) :	
Quatre jours	107 F
Trois semaines	143 F
Un mois	183 F
Un mois et demi	223 F
Un an	1833 F
Deux mois	293 F
Deux mois et demi	373 F
Trois mois	453 F

EUROPE (vols) :	
Quatre jours	130 F
Trois semaines	163 F
Un mois	203 F
Un mois et demi	243 F
Un an	2033 F
Deux mois	313 F
Deux mois et demi	393 F
Trois mois	473 F

Dans ces tarifs sont compris le montant des mandats demandés et l'abonnement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant dix jours au moins avant leur départ, en indiquant les noms et adresses de leurs mandataires.

Le Monde
SERVICE DES ABONNEMENTS
6, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08.

ASIE

Corée du Sud
Ordre nouveau, nouveaux désordres...

III. — Durs lendemains de « boom »

De notre envoyé spécial Roland-Pierre PARINGAUX

Le président sud-coréen, arrivé au pouvoir après l'assassinat de son prédécesseur Park-Chung-hee, a proclamé son intention de délivrer la vie politique d'une corruption envahissante. Toutefois, divers scandales ont démontré combien cette tâche était malaisée, tandis qu'une gigantesque campagne de « purification » ne suffisait pas à régler les problèmes aggravés par une situation économique préoccupante (« Le Monde », daté 16 et 17 juillet).

Séoul. — Les années euphoriques du boom économique sud-coréen semblent avoir pris fin avec la décennie passée. À l'époque où le président Park s'efforçait sous les balles de son assassin, l'économie enregistrait les coups et contrecoups de la conjoncture internationale : hausse des prix du pétrole, inflation, taux d'intérêt élevés, récession, arrêts de production. S'y ajoutaient bientôt les effets dévastateurs de la crise politique, et ceux de la répression. Après des années d'expansion surmontées, le P.V.S. diminua dans 1980. L'économie était, comme la démocratie, au bord du gouffre. Elle laissait soudain entrevoir la fragilité de ses fondations. La prévision de la croissance, qui avait été de 10 %, s'est effondrée à 5 %.

Parallèlement au grand nettoyage politique, le régime de l'ordre nouveau s'attache de toute urgence à la stabilisation. Selon les prévisions, la croissance de 1981 sera de 7,5 %, celle de 1982 de 8 %. L'année de la normalisation et du rattrapage. Les prochaines élections porteront sur la reconstruction et la libéralisation.

Le rétablissement de conditions favorables, notamment dans l'agriculture, qui avait connu une année catastrophique en 1980, ont permis d'enregistrer l'an dernier une croissance réelle de 7,1 %. Certains en ont déduit que l'on était reparti vers les sommets d'antan. En fait, il s'agit d'un rattrapage plutôt que d'une vraie reprise : on est revenu au niveau de 1979, et cela grâce à l'agriculture, dont le taux d'expansion a dépassé celui de l'industrie pour la première fois depuis les années 60. Les méthodes utilisées furent, notamment dans l'agriculture, celles de 1980, la persistance du marasme mondial et les effets du scandale politico-financier paressent indiquer que la Corée du Sud, loin d'être sortie de la récession, risque de s'y enfoncer un peu plus. D'autant que sa structure exportatrice se rend de plus en plus dépendante de la conjoncture internationale. Or, la plupart des projections optimistes faites ici tablent sur une reprise mondiale et une stabilité des prix

de l'inflation. Le premier grand succès du régime, celui que l'on voit se dessiner à tout bout de champ, c'est la maîtrise de l'inflation, l'un de ces maux endémiques promis par les critiques à l'industrialisation. Elle est en passe d'être ramené de 22 % aux environs de 10 %. Il faudra néanmoins compter avec les effets pervers du scandale qui a contraint les autorités à augmenter plus que prévu la masse monétaire. D'autre part, il est comme ailleurs, le succès anti-inflationniste repose d'abord sur une baisse de la croissance, un réajustement des exportations, une politique monétaire et salariale restrictive, génératrice de faillites et de chômage.

Dans une phase de croissance ralentie, ce succès risquerait de mettre en péril les objectifs socio-économiques ambitieux du V Plan (1982-1986). S'il ne s'accompagne pas des mesures et réajustements nécessaires à la reconstruction et à la relance de toute la machine économique. Il semble en effet urgent de corriger certains déséquilibres structurels, d'assainir les finances de l'État, d'augmenter les dépenses de l'investissement, de favoriser les petites entreprises, d'aider par excès de dirigisme, les coûteuses erreurs de stratégie du passé.

De telles mesures sont prévues et commencent un début d'application. Si la situation n'est pas catastrophique, la baisse du taux d'expansion industrielle, le ralentissement des exportations et l'alourdissement de la dette extérieure n'en sont pas moins préoccupants, a fortiori pour une économie exportatrice. Le secteur manufacturier traditionnel (textiles, chaussure, machines, produits industriels légers et biens

d'équipement) se comporte encore bien. Mais la tendance ne paraît pas devoir le favoriser indéfiniment face à l'avantage dont disposent dans les mêmes secteurs des concurrents nouveaux. À l'instar de Singapour et de Taïwan, la Corée du Sud tente donc de diversifier ses structures pour s'imposer dans des secteurs plus lourds et à plus forte technologie. Cela est déjà le cas pour l'aéronautique et la construction navale, dont les capacités doivent être accrues d'ici peu. Le plan prévoit toute une série de projets d'infrastructure pour diversifier la base économique. Le scandale a redonné un nouveau pôle, Séoul se trouve en concurrence directe avec les pays industrialisés. On risque alors d'être pris entre les deux croisés des sous-développés et des sur-développés.

On n'en est pas encore là. D'abord, de coûteuses erreurs de stratégie ont conduit, dans certains secteurs (chimie et pétrole), à une surcapacité et au gaspillage énergétique. Ensuite, la qualité des produits laisse encore à désirer — mais ce fut le cas au Japon il y a pas si longtemps. Enfin, et surtout, le succès du passage au stade supérieur du développement suppose un effort considérable de formation, de recherche, de transfert et d'investissement en matière technologique. Or, à cet égard, on reste loin du compte. Les Japonais échouent par quelques heures de recherche, de transfert et d'investissement en matière technologique. Or, à cet égard, on reste loin du compte. Les Japonais échouent par quelques heures de recherche, de transfert et d'investissement en matière technologique.

Les Japonais, après avoir longtemps profité de la main-d'œuvre bon marché et des exemptions fiscales, y sont moins intéressés. Les exportations, ces grandes accumulations de capital et ce moteur de l'économie sud-coréenne, avaient fortement augmenté après la dévaluation du won en 1980. Elles connaissent un nouveau ralentissement. Les lettres de crédit également. Par contre, les contrats de construction à l'étranger — essentiellement au Proche-Orient où travaillent quelque cent cinquante mille Sud-Coréens, ont rapporté l'an dernier 14 milliards de dollars.

Enfin, la dette extérieure s'est alourdie progressivement pour pallier le déficit des paiements courants : elle s'élevait à 33 mil-

liards de dollars en 1981, en augmentation de 5 milliards 500 millions depuis 1980. Elle représente près de 50 % du P.N.B. Son service qui est également de 5 milliards 500 millions, atteint selon les calculs, de 14 % à 20 % des exportations, ce qui est, de toute façon, considérable. Séoul continue néanmoins à jouer d'une bonne réputation dans les milieux financiers internationaux.

Pour favoriser la reprise, le gouvernement a entamé la désescalade des taux d'intérêt, qui devaient éventuellement être fixés par les forces du marché. Il entend également, sous une forte incitation du F.M.I., procéder à la réforme d'un système financier qui a jusqu'ici exagérément favorisé — par le biais de taux d'intérêt préférentiels — les secteurs jugés prioritaires, et contraint les P.M.E. à emprunter sur le marché parallèle à des taux surélevés. Le scandale a redonné la fragilité du système, son caractère malaisé, et souligné l'urgence de réformes trop longtemps reportées. Par ailleurs, les autorités envisagent de désamorcer leur emprise sur le secteur privé pour lui rendre une plus large initiative. Enfin, elles se proposent de réduire graduellement les barrières commerciales protégeant leur marché.

Libéralisation

À l'instar du discours politique, celui qui est tenu par le nouveau régime sur l'économie se résume à la stabilité et de la libéralisation. Mais, tel comme ailleurs, elles tardent à se matérialiser. Le plan prévoit un ensemble de mesures sociales de nature à améliorer les conditions de vie de la population et à favoriser une meilleure répartition du revenu national. Il serait temps, car le « miracle » sud-coréen est loin d'avoir répondu de manière satisfaisante à certaines besoins fondamentaux. Le boom et ses statistiques triomphalistes ont en fait masqué l'accroissement des inégalités économiques et sociales.

Des données officielles soulignent cette augmentation de l'écart entre une majorité de pauvres et une minorité de riches, qui le sont parfois immensément. Malgré les promesses et les statistiques triomphalistes, la situation économique se dégrade, plus le régime, pour maintenir la compétitivité et attirer les capitaux étrangers, impose de sacrifices aux moins favorisés. Seule une forte reprise de l'économie mondiale serait, dans l'immédiat, de nature à briser ce cercle vicieux en réduisant la demande industrielle et les exportations. Partie de cela, les lendemains de boom continueront à déchanter.

FIN

EUROPE

Pologne

La fin de la session du comité central

M. OLSZOWSKI QUITTE LE SECRÉTARIAT DU PARTI OUVRIER POLONAIS

Varsovie (A.F.P.). — Les travaux du 9^e plénum du comité central du Parti ouvrier polonais (POUP) qui avaient débuté jeudi matin 15 juillet à Varsovie ont pris fin vendredi.

Le comité central a adopté à l'unanimité une résolution sur les problèmes de la jeunesse et a procédé à un remaniement des instances dirigeantes du parti. Il a accepté la démission de trois secrétaires, MM. Stefan Olszowski, Edmund Kubiak et Marian Wozniak, ainsi que d'un membre du bureau politique, M. Jan Labedzki. MM. Kubiak et Olszowski restent membres du bureau politique.

Le comité central a élu cinq personnalités à des postes au bureau politique et au secrétariat. MM. Stanislaw Kalus et Marian Wozniak (déjà secrétaire et membre suppléant du bureau politique) deviennent membres de plein droit du B.P. MM. Jan Glowczyński (déjà membre suppléant du B.P.) et Manfred Gorywoda

deviennent secrétaires du comité central. M. Stanislaw Belger (premier secrétaire du comité du parti de Gdansk) devient membre suppléant du bureau politique. En outre, MM. Belger et Gorywoda, ainsi que M. Wladyslaw Jonkisz, ont été cooptés au comité central, d'assister le général Jozef Baryla, vice-ministre de la Défense, devenu membre suppléant du C.C.

(Publié)

Nous soussignons,

Acclamons et soutenons fermement le Gouvernement de la République du Kampuchéa Démocratique formé le 9 juillet 1982 à la suite de l'accord signé le 22 juin 1982 à Kuala Lumpur entre Samdech NORODOM SIHANOUK, LEE KHIEU SAMPHAN et SON SANN, en vue d'une lutte commune contre les occupants vietnamiens.

Formulons nos vœux à ces trois leaders nationaux ainsi qu'à tous les membres des Commissions de ce gouvernement, pour la réussite dans l'accomplissement de leur tâche historique de sauvegarde de la patrie.

Et faisons appel à tous nos compatriotes, à tous les Amis du Kampuchéa (Cambodge) et à tous les pays épris de paix, d'indépendance, de liberté et de justice du monde, pour qu'ils apportent un soutien concret à ce gouvernement, jusqu'à la libération totale du Kampuchéa de l'occupation vietnamienne.

CHAMROUNGVONG CHAKRIN, CHAU SOC KON, HENG TEK LY, HIR BEN, ING PUTHEA, IV HUOT, KAN KY BIENG, KEO DAUMONT, KEO GABRIELLE, KEO MARADY, KEO NORIN, KEO VUDITH, KHOU RADA, LONN MANOUN, M. et Mme MA VANTHAY, MEN MOL, NEANG KHAT, NORODOM NARIN, DRAPONG, OP SAO SANGHA, PHAT NIMITH, SA SAVAN, SAR CHARNAY, SAR KIM HUOT, SAU KIM HONG, SENG HOUN, HOUR, SOELING SAKET BONNA, SOK HACH, SOK SAMUTH, SOU SAN, SREY VUTHY, SUY NOU, TAN ENG THAY, TEP SAPHEN, THOUNN INTHARIDH, THOUNN CHHEM, TITH HUON, VAN SOULY WANG FA LEANG, WANG YING YANG.

Adresser signatures et souscriptions à : M. SUI Noy - 19, rue Henri-Robert, 92600 ASNIERES.

Luxembourg

L'Assemblée a adopté un projet de loi

légalisant certaines écoutes téléphoniques

De notre correspondante

Luxembourg. — À l'issue d'un débat de treize heures, au cours duquel opposition et majorité se sont affrontées parfois durement, la Chambre des députés luxembourgeois vient d'adopter un projet de loi qui légalise « le contrôle de toutes les formes de communication ». Malgré les efforts des partis de l'opposition, qui s'élevaient contre « cette atteinte aux libertés démocratiques » et de « surveillance des citoyens », la majorité (P.O.S.L.) a obtenu la majorité des deux tiers.

Malgré, contrairement à ce que l'on attendait, le texte de loi n'a pas obtenu, vendredi 16 juillet en fin d'après-midi, la dispense du second vote espéré par le gouvernement : le Conseil d'Etat, qui remplit la fonction de seconde Chambre au Luxembourg, a refusé son accord, en raison de certaines incohérences juridiques pouvant aboutir à des complications procédurales. Par conséquent, le Parlement devra se prononcer une nouvelle fois sur ce projet, la date la plus rapprochée possible étant celle du 16 octobre.

La loi prévoit que le juge d'instruction pourra, à titre exceptionnel, et sur la base de l'information de moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication, notamment si la poursuite pénale a pour objet un fait d'une gravité particulière. Ces mesures ne pourront cependant pas être ordonnées à l'encontre de personnes liées par le secret professionnel.

Le texte précise d'autre part que le premier ministre pourra, avec l'assentiment d'une commission de magistrats, ordonner une telle surveillance pour rechercher des infractions contre la sûreté de l'Etat.

Dores et déjà, le parti socialiste a annoncé qu'il formerait un recours contre cette loi auprès de la commission des droits de l'homme à Strasbourg.

VIELE FONCE.

Appellez !

TELECOMUNICACIONES
CORREOS E TELÉGRAFOS

Le Monde

politique

LA RÉFORME DE LA LOI MUNICIPALE

Le gouvernement précise que les nouveaux statuts des grandes villes seront définis « en concertation avec les intéressés »

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a présenté, jeudi 15 juillet, aux membres de la commission des lois de l'Assemblée nationale, le texte définitif du projet de loi modifiant le mode de scrutin pour les élections municipales.

Dans son exposé des motifs rendu public vendredi, ce texte indique notamment : « Au premier tour, si une liste a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés, elle obtient à ce titre la moitié du nombre des sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes (y compris celle qui a plus de 50 % des voix). Ainsi la liste majoritaire est-elle assurée d'avoir au moins les trois-quarts des sièges. »

Toutefois les listes ayant obtenu moins de 5 % des suffrages exprimés ne seront pas admises à répartition des sièges, pour que la représentation proportionnelle ne devienne pas une incitation à la multiplication de listes inégalement représentées.

Si aucune liste n'a la majorité absolue, il y a lieu à un second tour.

Seules peuvent s'y présenter les listes ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour. Pour alléger les « fusions » entre les listes sont autorisées. Cependant les listes qui décident de fusionner doivent choisir la liste avec laquelle elles font alliance ; c'est pourquoi il est interdit aux candidats d'une même liste au premier tour de figurer au second tour sur plusieurs listes, ou de répartir sur celles qui demeurent en compétition.

Ce système est beaucoup plus sévère que celui qui était jusqu'ici en vigueur dans les communes de plus de 30 000 habitants, puisque les listes ne pouvaient être modifiées entre les deux tours et que seules étaient autorisées à se présenter au second tour les listes ayant obtenu, au premier tour, un

nombre de suffrages égal ou supérieur à 12,5 % du nombre des électeurs inscrits.

À l'issue du second tour, la liste qui arrive en tête obtient à ce titre la moitié du nombre des sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes, y compris celle qui est arrivée en tête, mais à l'exception de celles ayant obtenu moins de 5 % des voix. (...)

Le découpage en secteurs de Vieux et de l'Indre, l'annexion d'une loi du 19 juillet 1970, est supprimé. La population de ces villes ne paraît pas en effet justifier une exception à la règle générale, d'autant qu'elles ne sont pas organisées en arrondissements.

Enfin, le système électoral applicable à Paris et à Marseille fera l'objet d'une loi ultérieure, tirant les conséquences de la réforme qui sera apportée à leur organisation afin de rapprocher l'administration locale des citoyens. Cette modification du statut des deux plus importantes communes de France s'inscrit dans une réflexion plus globale sur les conditions d'application de la décentralisation aux grandes villes et aux agglomérations. Lyon et les grandes métropoles régionales, dont certaines sont organisées en communautés urbaines, feront en effet l'objet de mesures institutionnelles adaptées à leur situation et répondant au même souci d'application de ces réformes aux différents échelons de la décentralisation avec les intéressés.

En cours de son audition devant la commission des lois, M. Defferre s'est opposé à la demande de certains députés socialistes de voir fixer par le Parlement un quota de femmes dans les listes de candidats. Il a expliqué que cela « exposerait la loi à un risque d'inconstitutionnalité » et que « le gouvernement juge préférable que la décision soit prise par les responsables politiques eux-mêmes ».

Les élections régionales en Corse

L'AMIRAL SANGUINETTI EST EXCLU DU P.S.

Le bureau exécutif du P.S. a indiqué, dans un communiqué publié vendredi 16 juillet, que les militants socialistes corses qui se sont portés candidats sur la liste dissidente dirigée par M. Charles Santoni, pour les élections régionales du 8 août, « se sont mis d'eux-mêmes en dehors du parti ». (Lire nos dernières éditions).

Cette exclusion concerne, outre M. Santoni, premier secrétaire de la fédération de la Haute-Corse, l'amiral Antoine Sanguinetti — en troisième position sur la « liste socialiste » pour le vrai changement —, M. François de Casali, conseiller général, et une vingtaine d'autres membres du P.S. de Haute-Corse.

La rupture remonte au 7 juillet, lors de la convention régionale du parti socialiste à Corte, à laquelle participait M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., chargé des fédérations. Après le retrait de M. Bastien Lecchi, délégué ministériel aux affaires corses, la convention avait décidé que la liste du P.S. serait conduite par M. Ange Pantaloni, premier secrétaire de la fédération de la Corse-du-Sud (le Monde du 8 juillet).

À cette occasion, M. Quilès avait indiqué aux « dissidents » que, par leur « attitude fractionnelle d'une extrême gravité », ils s'étaient exclus d'eux-mêmes du parti.

En dépit des avertissements donnés par le bureau exécutif, M. Santoni avait déposé officiellement sa liste lundi 12 juillet.

D'autre part, le bureau exécutif du P.S. a décidé de proposer au comité directeur du 11 septembre les expulsions de M. Gilbert Santoni, secrétaire du Parti, élu le 12 juillet, président du conseil général de ce département, contre le candidat officiel du P.S., M. Georges Benedetti, député du Nord, et M. Pierre Bassoul, président du groupe socialiste du même conseil général.

Le gouvernement et le P.S. optent pour une plus grande fermeté

(Suite de la première page.)

Mais, s'ils sont unanimes à dire qu'il faut répondre à la crise du capitalisme par une politique volontariste, les dirigeants socialistes le sont moins sur la mise en œuvre des impôts sur le revenu, il faut, en cette fin de siècle, nous fixer en matière de fiscalité des objectifs nouveaux, progressivement vers de nouvelles tranches sociales, celles-ci étant d'autant plus nécessaires que la fiscalité actuelle a été tournée par les classes dirigeantes et les privilégiés.

Dans le cadre des réformes de structures envisagées par le gouvernement, l'état-major et le groupe parlementaire du P.S. ont donc donné une priorité à l'étude d'une refonte globale du système fiscal afin que la politique de contrôle des prix et des revenus soit complétée par un effort de réduction des inégalités sociales. Les membres du bureau exécutif seront saisis, dès cet été, d'un document de travail préparant des propositions — « plutôt des pistes de réflexion qu'un plan » — dit le premier secrétaire du P.S. —, au comité directeur du parti. Le gouvernement intégrera ses propositions dans cette perspective réformatrice selon laquelle, comme le P.S. le soulignait en 1980 dans son *Programme*, la « réforme fondamentale » qu'est la réforme de la fiscalité « s'accomplira d'autant mieux que l'opinion sera rendue consciente de l'enjeu ». Le principe d'une fiscalisation des charges sociales est d'ores et déjà retenu.

Fiscalisation des charges sociales

En revanche, un consensus interne s'est exprimé plus facilement au sein de la commission chargée des réflexions sur les affaires sociales, pour ce qui concerne la lutte contre l'inflation, sujet évoqué la veille au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif, sur la base d'un rapport de M. Jean Le Démarc, économiste-historique : « N'y a-t-il pas un rapport entre le fait que la France connaît de nos jours des déséquilibres considérables, celui où il est le plus difficile de réduire l'inflation et le fait qu'elle soit celle qui est le plus impuissante ? demande M. Jospin. Nous pensons donc que, de même qu'une avancée décisive vers une

plus grande justice sociale a eu lieu avec la Révolution, à la fin du dix-huitième siècle, grâce à une fiscalité nouvelle, de même qu'une autre avancée a eu lieu au début du vingtième siècle avec la mise en œuvre des impôts sur le revenu, il faut, en cette fin de siècle, nous fixer en matière de fiscalité des objectifs nouveaux, progressivement vers de nouvelles tranches sociales, celles-ci étant d'autant plus nécessaires que la fiscalité actuelle a été tournée par les classes dirigeantes et les privilégiés.

Quant aux débats de la commission consacrée aux libertés, ils ont été surtout marqués par les controverses relatives à l'usage des problèmes de sécurité, sur le besoin des élus de répondre aux désirs de protection de la population sans pour autant contrevenir au droit militaire et le respect intangible des droits de l'homme.

Un nouveau séminaire, avant la fin de l'année, dressera un premier bilan de ce ressassement de rapports entre le parti et le gouvernement qui est dicté par les circonstances mais qui traduit aussi une prise de conscience de la fragilité du pouvoir.

ALAIN ROLLAT.

« Imposer » le « compromis »

Mais comment convaincre les détenteurs du pouvoir économique ? Dès l'ouverture du séminaire M. Jospin avait posé cette « question centrale » : « Comment diriger, quand on a reçu le mandat démocratique pour le faire, lorsqu'on n'appartient pas aux groupes sociaux qui constituent la classe dirigeante d'un pays ? » Le problème n'est pas nouveau. Arrivant au pouvoir, le P.S. avait eu le réflexe de relever une stratégie de « compromis ». Aujourd'hui il ne revient pas sur cette orientation — il n'a guère le choix — mais il relève, comme l'a fait M. Jospin, que le « compromis » n'a été accepté que du bout des lèvres » par le monde patronal. M. Jean Poperen, qui anime la commission consacrée à la stratégie du parti (et à laquelle ont participé, outre le premier ministre, plusieurs ministres et secrétaires d'Etat, notamment Mme Cresson, ainsi que les principaux dirigeants du parti, en particulier MM. Jospin et Quilès) a souligné que les résistances au « changement » étaient intervenues au plus haut niveau du gouvernement et la majorité donnait l'impression d'être en position de faiblesse.

Chacun a admis, avec le numéro deux du parti, l'importance de restaurer un rapport de forces favorable aux socialistes afin d'imposer ce « compromis » à ceux qui le refusent et de pouvoir refuser fermement les « déformations idéologiques ». Chacun a admis aussi que cette impression de faiblesse tient pour une bonne part aux insuffisances constatées

M. Pierre Mauroy a rendu hommage, vendredi 16 juillet, à Antoine Weil-Reynal, spécialiste des systèmes électoraux, décédé le 14 juillet (le Monde du 16 juillet). Le premier ministre a évoqué les interventions de l'ami sage et tant passionné, l'érudition, la prodigieuse capacité de savoir et de réflexion, mais aussi la modestie et l'extrême bonté de celui dont « le souvenir sera toujours pour nous, dit-il, un encouragement ».

M. Roger-Gérard Schwaertgen, président du M.R.C., a déclaré vendredi 16 juillet au micro R.T.T., à propos du blocage des prix et des revenus : « On ne peut pas se limiter à un simple interdit de quatre mots. Le blocage ne peut pas aller au-delà bien sûr. Mais, après, il faut une période durable de quatre mois qui marque une discipline collective et consente de modération des revenus et des prix. » Il a souligné un « freinage des dépenses publiques », la « maîtrise des dépenses sociales, notamment les dépenses d'assistance-maladie ». Il a ajouté : « Il faut faciliter la relance de l'investissement, notamment privé, grâce à la maîtrise des charges des entreprises, qui ne doivent pas devenir sensibles à des chocs de picard dans les corridors, qui pèsent sous le poids de trop lourdes charges. »

dans la coordination et les méthodes de travail du gouvernement.

Sur proposition de M. Poperen, le chef du gouvernement et les dirigeants du parti sont convenus de tenter de remédier à ces insuffisances en constituant dès à présent plusieurs groupes de travail qui associeront des experts du parti et des conseillers des cabinets ministériels pour l'élaboration de certains projets à court et moyen terme. Il s'agit surtout, avant les élections municipales, d'apporter certaines améliorations concrètes dans des domaines particuliers : éducation nationale, jeunesse, sports, affaires sociales, etc. Ces structures, conçues comme « des passerelles » entre le P.S. et le gouvernement, seront opérationnelles avant la fin de l'été.

Le P.S. se verra également, comme il le souhaite depuis plusieurs mois, associé plus étroitement à la programmation du travail gouvernemental. Il estime que la cohésion de celui-ci en sera renforcée.

Chacun a réaffirmé la nécessité de faire « un effort massif d'explication » en soulignant l'unité de la politique suivie. La commission consacrée aux affaires internationales a exprimé son souci de « démocratiser la politique étrangère ». Elle a retenu, d'autre part, l'intérêt d'une relance de la Communauté européenne, cette dernière étant, aux yeux des socialistes, « un vecteur d'un approfondissement ».

Quant aux débats de la commission consacrée aux libertés, ils ont été surtout marqués par les controverses relatives à l'usage des problèmes de sécurité, sur le besoin des élus de répondre aux désirs de protection de la population sans pour autant contrevenir au droit militaire et le respect intangible des droits de l'homme.

Un nouveau séminaire, avant la fin de l'année, dressera un premier bilan de ce ressassement de rapports entre le parti et le gouvernement qui est dicté par les circonstances mais qui traduit aussi une prise de conscience de la fragilité du pouvoir.

Appelez le Portugal



Le Portugal vous écoute

Appelez le Portugal. Occupez-vous de vos affaires personnellement. Maintenant, c'est plus facile de prendre contact.

Code du pays : 351
Code de Lisbonne : 1
Code de Porto : 2

A partir du 14 juillet, plusieurs codes de zones sont changés au Portugal. Pour d'autres renseignements, veuillez bien appeler le service d'informations de votre pays.

TELECOMUNICAÇÕES
CORREIOS E TELECOMUNICAÇÕES DE PORTUGAL

DÉFENSE

Pour économiser le carburant

L'ARMÉE DE L'AIR BELGE NE PARTICIPERA PAS AU DÉFILÉ DE LA FÊTE NATIONALE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — L'armée de l'air belge est pratiquement paralysée : elle n'a presque plus de carburant pour ses avions, et les autorités se demandent si la Belgique pourra continuer à tenir ses engagements envers l'Otan. Dès la fin de l'année, les pilotes de pourrout plus voler que vingt-cinq heures chacun, et, pendant l'été, en juillet et en août, ils ne prendront l'air que pendant trois heures par mois. Or, l'Otan évalue à deux cent quarante par an le nombre indispensable d'heures de vols pour un pilote de l'alliance, et considère qu'à moins de cent quarante heures par an il n'est plus opérationnel.

Tout indique que la situation s'aggravera encore. La défense, comme tous les autres départements ministériels, est épuisée, l'austérité, et la hausse du dollar et du prix du carburant a épuisé le budget de la flotte aérienne. Le 21 juillet, pour la fête nationale, l'aviation ne participera donc pas au traditionnel défilé militaire. — P. de V.

[En France, la moyenne par pilote est de quinze heures de vol par mois. Dans les états-majors, on considère ce taux comme un minimum et dès qu'il est dépassé, le risque de sous-entraînement est grand.]

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, est arrivé à l'apogée, vendredi 16 juillet, pour un séjour de travail de huit jours en Polytechnique française.

Gens et radios

L'acteur Patrick Dewaere

Le loubard romantique

L'université sous les cyprès

Le monde des Maeght

Musique des « lofts » et des ghettos

LUCIEN MALSON

■ **PRÉCISION.** — Le ministère de la culture précise que M. Jean-Claude Marrey, nommé récemment inspecteur des spectacles, l'a été au titre de la Direction du développement culturel, et que cette nomination ne modifie en rien ses fonctions actuelles au Fonds d'intervention culturelle (FIC), où il occupe le poste de secrétaire général adjoint (*le Monde* du 9 juillet).

RADIO-TÉLÉVISION

SPORTS

Mécontentement des radios exclues de la liste provisoire

Après la publication, par la commission Holleaux, d'un « document de travail » établissant une liste des radios susceptibles d'obtenir une dérogation (le Monde du 17 juillet), plusieurs radios « oubliées » expriment leur déception et tentent de mobiliser leurs auditeurs, appuyées, voire incitées, par les deux fédérations de radios n'ayant pas pris part au vote. Les stations « élues », elles, affichent une discrétion prudente, motivée sans doute par le caractère « indicatif » ou « provisoire » de la liste et la complexité des regroupements qui y sont suggérés.

Plus que le choix de la commission, c'est — officiellement — la méthode utilisée pour établir la liste que critiquent surtout la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) et la Fédération nationale des radios et télévision locales et indépendantes (F.N.R.T.L.I.), qui y voient les signes de « manigances » et « la patte » du ministère de la communication.

Les deux fédérations exigent de pouvoir prendre connaissance des dix-sept listes remises au président Holleaux par les membres de la commission afin de vérifier la représentativité des stations figurant sur la liste de synthèse proposée. Cette représentativité est revendiquée par le président Holleaux, qui a toujours indiqué que la liste définitive ne pouvait être le seul résultat d'un calcul arithmétique des citations obtenues par les différentes stations,

mais le résultat d'un travail de synthèse et la recherche d'une harmonie de la bande F.M.

Peu surpris par certains mécontentements « prévisibles », voire normaux », M. Holleaux se réveille pourtant choqué par certaines accusations. « Je suis frappé, nous a-t-il déclaré, par la soif incommensurable de pouvoir dont font preuve certains : leur volonté de dominer à tout prix, de mettre les autres sur des strapontins ou de les écraser. Cette attitude, surprenante, est décevante dans un monde comme celui des radios libres, enjeu et témoin d'un formidable phénomène culturel ».

RADIO-AFRIQUE : « Comment pourrions-nous nous satisfaire d'une seule fréquence alors que depuis sept mois nous tentons de travailler avec l'ensemble de la population immigrée et que nous avons refusé à nous accorder sur une plate-forme commune prévoyant l'attribution de six fréquences aux immigrés ? Utopique ? Justifié en tout cas si l'on considère le nombre de migrants installés dans la région parisienne, et l'importance de leurs besoins en moyens de communication. Trois fréquences seraient pu, à la limite, permettre des regroupements viables de stations : l'un, autour de R.L.P. (Radio-Libre Paris) pour les immigrés venant du nord de la Méditerranée ; l'autre autour de Radio-Afrique pour les immi-

grés du Sud méditerranéen ; un autre enfin pour les Français d'origine, autour de Tropique FM. C'était un minimum. Bien sûr, nous ne refusons pas le principe d'un regroupement plus vaste, sinon celui qui se ferait avec des radios directement commerciales ou liées à des ambassades ».

FRÉQUENCE GAIE : « Nous sommes indignés et furieux. Mille télégrammes envoyés par les auditeurs au ministre de la communication vont exprimer cette révolte. Chercher un nouveau regroupement ? Mais Fréquence Gaie est déjà elle-même issue d'un regroupement des nombreuses sensibilités et tendances dans le mouvement des homosexuels ».

RFM : « Aucun commentaire. Cette liste n'est-elle pas qu'un « document de travail » ? Attendons la décision du 22 juillet ! »

GILDA : « On ne pouvait tout de même pas ne pas figurer sur cette liste ! Le regroupement avec Radio-BEUR n'est pas facile, car Gilda et BEUR sont deux énormes projets qui n'ont rien à voir ensemble. Les négociations sont cependant en bonne voie et un protocole a été signé. Quant au reste de la liste, il nous a surpris et déçus, et nous regrettons notamment l'absence de Radio-Liberté, Fréquence Gaie et RFM, qui avait au moins sur N.R.J. le privilège de l'antériorité ! »

Samedi 17 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : Starsky et Hutch. Les croisés mouvements.
- Réalisation : R. Friedman.
- 21 h 35 Variétés : Autour de Charles Trenet. Réalisation : Bernard Lion.
- Autour du compositeur de « la Mer » : J.-J. Debout, Y. Duteil, R. Charlebois, C. Pascal.
- 22 h 30 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Réalisation : J.-L. Burgat, B. Gilbert et F.-L. Boulay.
- An sommaire : la télévision des autres : Corde du Sud, la télévision de la bonne nouvelle ; le Liban : la guerre côté israélien ; le témoin de la semaine : Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie ; Martin, l'homme au pied d'or.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Feuilleton : Les Rebelles. D'après le roman de J.-P. Chabrol.
- Réalisation : P. Badel. Avec J. Weber, G. Malch, M. Lesser.
- Hambourg 1933 : Léon Lergier, journaliste parisien, découvre le nazisme. Sa vie libre et le mystère july leger.
- Le commandant du sous-marin chargé d'une mission secrète, tente d'éviter le combat.
- 22 h 30 Préludes de Chopin. Par F.-R. Duchêne au piano.
- 22 h 40 Plaine fleur. Magazine culturel de J. Aron (Festival d'Aix-en-Provence).
- La Plaine fleur, de Mozart, mise en scène de L. Piniello.
- Les Bontades, de Rameau, mise en scène de J.-L. Thamin, au Festival d'Aix-en-Provence ; Brinde au cloître du Palais Vieux, au Festival d'Avignon.
- 23 h 25 A Bible ouverte.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Feuilleton : Les Rebelles. D'après le roman de J.-P. Chabrol.
- Réalisation : P. Badel. Avec J. Weber, G. Malch, M. Lesser.
- Hambourg 1933 : Léon Lergier, journaliste parisien, découvre le nazisme. Sa vie libre et le mystère july leger.
- Le commandant du sous-marin chargé d'une mission secrète, tente d'éviter le combat.
- 22 h 30 Préludes de Chopin. Par F.-R. Duchêne au piano.
- 22 h 40 Plaine fleur. Magazine culturel de J. Aron (Festival d'Aix-en-Provence).
- La Plaine fleur, de Mozart, mise en scène de L. Piniello.
- Les Bontades, de Rameau, mise en scène de J.-L. Thamin, au Festival d'Aix-en-Provence ; Brinde au cloître du Palais Vieux, au Festival d'Avignon.
- 23 h 25 A Bible ouverte.

Dimanche 18 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h L'aventure des plantes.
- 12 h 30 La bonne conduite.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 La Cité sous le paillasson. (Et à 14 h, 15 h et 19 h).
- 13 h 25 Série : Spiderman.
- 15 h 25 Sports dimanche. Tour de France cycliste : automobile ; Grand Prix de Grande-Bretagne ; tir.
- 18 h 10 Série : Pour l'amour du risque.
- 19 h 15 Les animaux du monde. Escalade pour les migrants.
- 19 h 45 Tour de France cycliste.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Torpilles sous l'Atlantique. Film américain de D. Powell (1957). Avec R. Mitchum, C. Jurgens, Al. Hedison, R. Collin. Rediffusion.
- Dans l'Atlantique sud, un torpilleur américain repère un sous-marin allemand et le prend en chasse pour le détruire. Le commandant du sous-marin, chargé d'une mission secrète, tente d'éviter le combat.
- 22 h 30 Préludes de Chopin. Par F.-R. Duchêne au piano.
- 22 h 40 Plaine fleur. Magazine culturel de J. Aron (Festival d'Aix-en-Provence).
- La Plaine fleur, de Mozart, mise en scène de L. Piniello.
- Les Bontades, de Rameau, mise en scène de J.-L. Thamin, au Festival d'Aix-en-Provence ; Brinde au cloître du Palais Vieux, au Festival d'Avignon.
- 23 h 25 A Bible ouverte.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h Platine 45.
- 12 h 30 Spécial Tour de France.
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 20 Série : Hunter. Alerte à la bombe.
- 14 h Document : Un monde différent. Les trépas vivants. Réalisation : F. Rossi.
- A la rencontre de quelques-uns des grandes figures de l'art asiatique japonais : de belles images assurées.
- 15 h 5 Feuilleton : Les amours des années folles. Le dandy mondain (rediffusion).
- 16 h 5 Document : Le signe du cheval. Les courses. Réalisation : S. Bourguignon.
- 16 h 25 Le Muppet Show.
- 16 h 55 Série : Médecins de nuit. De B. Grégoire. Palais Royal.
- 17 h 55 La chasse aux trésors.
- 20 h Journal.

Dans la "nouvelle affiche"

William SELLER
"Rosanna" n° 6010 519

GOTAINER
"Le sampan" n° 6010 414

Jean-Luc LAHAYE
"Femme que j'aime" n° 6010 483

- 20 h 35 Variétés : La nouvelle affiche. Réalisation : G. Barrie.
- Avec William SELLER, Yves Simon, Caron, Sapho, etc.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 21 h 35 Série documentaire : Les grands travaux du monde. De J. Labb et B. Soulier.
- Made in Hongkong. Cent quarante-quatre mille habitants au kilomètre carré, quatre fois la densité de Tokyo. Hongkong se lance dans le premier programme immobilier du monde, et dans la construction du premier métro à air conditionné.
- 22 h 35 Document : La folie ordinaire. De J.-D. Bonan. L'Obsession.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 L'écho des barbares. Un magazine de Vincent Lamy.
- 19 h 30 Dessin animé : Mister Magoo.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h Dessin animé : Il était une fois l'homme. Les chiens et le coq.
- 20 h 30 Il était une fois le pouvoir : La réédition des dieux. Une série de E. et P. Verhaegen.
- 21 h 25 Courts métrages français. La Fuite, de M. Vazquez ; Des championnats du monde d'été, de C. Suleman ; Raptus, de J. Gibert.
- 22 h Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit : Paramatta, baigne des femmes. Film allemand de D. Sierck (1937). Avec Z. Leander, W. Bregel, V. Staal, C. Höhn, E. Ziegel, H. von Stok (v.o. sous-titré). New restitutions.
- En 1940, à Londres, une chanteuse de music-hall sauve l'honneur de son amour, officier et noble ruiné, en s'accusant d'un faux qu'il a commis. Elle est envoyée au bagne, fut une héroïne douloureuse (Jean Carlier, Zarah Leander devant la star de prestige du cinéma allemand sous Hitler).
- 0 h 10 Prélude à la nuit. Carrefour mondial de la guitare à la Martinique.

FRANCE-CULTURE

- 11 h 45, Arènes : Duplication/Doct.
- 12 h 5, Allegro.
- 12 h 45, Dégustez rare de Chateaubriand.
- 13 h, Sons : Du monde redéfini à ses racines.
- 14 h 5, La Comédie-Française présente : « L'Éclatante » ; « La Tourmente noire » ; « La Chanson » ; « Elzévir », quatre textes de Victor Hahn.
- 16 h 5, Arènes : Fawzi Saab (Tunisie), improvisations à partir de Malakma.
- 17 h 30, Rencontre avec... Richard Ayoub : La situation des juifs dans les pays arabes.
- 18 h 30, Ma non troppo.
- 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
- 20 h, Arènes : Poésie des Caraïbes (Haiti, Guadeloupe, Martinique).
- 20 h 40, Opéra français : « Christophe Colomb », de Milhaud. Texte de P. Claudel. Orchestre national de la Radiodiffusion française.
- 23 h 15, Arènes : Découvrir en suivant le pointillé (rock-cinéma).

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5, Concert (en direct du cloître Saint-Sauveur) : Quatuor vocal de la cathédrale orthodoxe de Nice. Direction A. Fiset, chœurs liturgiques russes.
- 13 h, Les sept-midi de l'orchestre : A. Tournai et l'opéra, œuvres de Wagner et Verdi.
- 15 h, Magazine spécial Aix.
- 16 h 25, D'une oreille l'autre.
- 17 h 40, Le club de la presse écrite. La vie musicale du Festival d'Aix.
- 18 h, Concert (en direct de la cathédrale Saint-Sauveur) : Chœur philharmonique slovaque, orchestre national de Roumanie. Requiem, op. 26, de A. Dvorak.
- 19 h 35, Présentation de « la Plaine fleur ».
- 20 h, Opéra, (donné le 15 juillet 1982 au Théâtre de l'Archevêché à Aix-en-Provence) : « La Plaine fleur », de Mozart. Par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Direction T. Gutschewski, sol. E. Grabowicz, J. Rogers, R. Lütz. Chœurs : Tonar Knaben Chor.

ESCRIME LES CHAMPIONNATS DU MONDE A ROME

Romankov égale d'Oriola

Déjà titré en 1974, en 1977 et en 1979, le Soviétique Alexandre Romankov, 29 ans, a égalé jeudi 16 juillet à Rome le record du Français Christian d'Oriola, quatre fois champion du monde au début des années 50. Le fleuretiste du Dynamo de Minsk a disposé en finale de l'italien du Cercle d'escrime de Mestre, Mauro Numa, sur le score de dix touches à sept.

Rome. — Rien de sert d'être un technicien hors de pair si le physique et le mental ne suivent pas. Les Français Didier Flamant, champion du monde en 1978, et Pascal Jolyot, vice-champion mondial l'année suivante et olympique en 1980, deux fleuretistes aux styles cités en exemple par tous les enseignants de la planète l'ont appris à leurs dépens au cours d'une compétition fertile en rebondissement.

Première surprise : l'élimination rapide du Soviétique Vladimir Smirnov, tenant des titres mondial et olympique, trop fébrile ce vendredi pour envisager une troisième levée. Plus insolite encore : la disparition, bien avant la finale, du Roumain Kuki et de l'italien Scuri, tous deux médaillés il y a un an à Clermont-Ferrand. La hiérarchie de cette arme est-elle devenue vraiment mouvante ? Le Soviétique Alexandre Romankov et l'italien Mauro Numa ont répondu avec brio.

Depuis une dizaine d'années, Romankov, professeur d'éducation physique à Minsk, est le plus pur joyau du fleuret international. Il est l'un des rares champions, toutes disciplines confondues, qui aient l'art et la manière de donner l'apparence de la facilité à l'effort le plus total. Romankov, au sommet de son art, c'est donc l'assurance d'un spectacle de tout premier ordre. Son sursaut est aussi impressionnant pour le public, comme hier, que pour les plus valeureux de ses adversaires trop souvent relégués au rôle d'obscurs figurants par la seule grâce de ce fleuretiste génial qui allie des qualités physiques exceptionnelles à une technique incomparable. Ainsi son compatriote Youri Lykov, victime complaisante (dix touches à trois en quart de finale). Ainsi encore Frédéric Pietruszka, renoué avec son meilleur niveau après une éclipse de six ans, mais tout de même balayé dix touches à une en seulement 1 min. 45 sec.

En réalité Romankov n'avait qu'un seul adversaire de nature à l'inquiéter : le jeune Italien Mauro Numa, vainqueur cette saison de la Coupe du monde, qui cherchait à succéder au palmarès à Gian Carlo Bergamini, dernier de ses compatriotes sacré champion du monde (en 1958 à Philadelphie). La bonne volonté, le talent et le soutien d'un public survolté ne suffirent pas à inverser le sort des armes. Agé de

Pour la médaille de bronze, un autre Italien, Federico Cervi, de Brescia, s'est imposé devant le Français Frédéric Pietruszka, de Melun, battu 11 à 9. Avec, en outre, la cinquième place de Philippe Omnis et la huitième de Patrick Gros, le fleuret français réalisait une performance d'ensemble d'excellente facture, même si une fois encore il dut se contenter d'accessits.

De notre envoyé spécial

vingt ans, Numa a le temps pour faire appel de sa relative déception. En revanche, Alexandre Romankov devra faire vite s'il veut réaliser le plus cher de ses rêves, devenir champion olympique.

Deuxième à Montréal en 1976, troisième à Moscou en 1980, il abaisse sa dernière carte dans deux ans à Los Angeles. En cette circonstance, nul plus que le natif de Korsakov (Sakhaline) ne mériterait que ce soit enfin un stout malin.

JEAN-MARIE SAFRA.

CYCLISME

LA TREIZIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE

Hinault à l'économie

Au terme de l'étape Pau-Saint-Lary-Soulan, gagnée, vendredi 16 juillet, par le Suisse Bru, Bernard Hinault, discret mais vigilant, a porté son avance sur Anderson à 3 min. 12 sec. Mauvaise journée pour Kelly et Bernaudeau qui rétrogradent. En revanche, Alban, Vallet, Martin et Zoetemelk affirment leur présence ainsi que le jeune Breton Marc Madiot.

Peu après l'arrivée, les coureurs ont été transportés par hélicoptère jusqu'à l'aéroport de Tarbes-Ossun, où ils ont pris l'avion à destination de Marseille-Martignane. Ce transfert était le sixième depuis le départ de Bâle et le deuxième transbordement d'une distance de l'ordre de 600 kilomètres en l'espace d'une semaine.

De notre envoyé spécial

Saint-Lary-Soulan. — Le Tour de France devait planter son drapeau au sommet du col du Portet, sur les contreforts du massif de Neuvialle, à 2 200 mètres d'altitude. Les organisateurs avaient mis l'accent sur l'intérêt stratégique de cet obstacle inédit, plus haut que le Pla d'Adet et plus coriace que l'Aubisque : l'Alpe d'Huez au cœur des Pyrénées, en quelque sorte.

Or, un mois avant le départ, la difficulté originale de l'épreuve a été discrètement supprimée sans qu'aucune précision soit donnée au sujet de cette modification d'itinéraire, dont les véritables raisons seraient politiques.

Nous sommes donc revenus à Saint-Lary-Soulan, première plateforme sur la route du Portet, en évoquant les exploits qui demeurent attachés à ce haut lieu du cyclisme : l'attaque surprise de Pouliou contre Merckx en 1974, le duel Zoetemelk-Thévenet en 1975, le coup de force de Van Impe en 1976.

Ces souvenirs nous faisaient espérer un nouveau morceau d'anthologie. Nous avons été déçus en assistant à une course dure, certes, mais sans émotion. Et sans influence sur le classement général pour ce qui concerne l'essentiel.

La deuxième et dernière étape pyrénéenne a confirmé la valeur du jeune grimpeur suisse Beat Bru, déjà vainqueur du Tour de Suisse l'an passé. L'homme a du nerf, du brio, et son style rappelle Fumini. Cependant, sa victoire reste celle d'un marginal dont le retard frise les neuf minutes.

FOOTBALL

La justice pourrait s'intéresser aux comptes de l'A.S. Saint-Etienne

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Yves Larue, procureur de la République à Saint-Etienne, est en possession d'un dossier « vert » qui, à court terme, pourrait réserver des surprises. Le magistrat, qui n'a pas enregistré de plainte en bonne et due forme, a été alerté par les commissaires aux comptes qui tentent d'éclaircir la situation financière de l'Association sportive de Saint-Etienne.

Lassé des critiques le présentant comme « un homme avide de pouvoir », M. André Buffard — un des « contestataires » qui a obtenu la démission du président Roger Rocher — a sensiblement durci le ton, au cours d'une conférence de presse, vendredi 16 juillet. Il a notamment déclaré : « M. Rocher veut revenir à la tête du club (1). C'est son droit, mais depuis sa démission, le 17 mai dernier, nous lui demandons les comptes. A ce jour, malgré plusieurs démarches amicales, malgré l'intervention des commissaires aux comptes, nous n'avons rien obtenu ».

M. Buffard, qui est favorable à l'accession à la présidence du club de M. Henri Fielloux, poursuit : « M. Rocher confond bas de laine et caisse noire (le Monde du 3 juin). Comment pouvions-nous réintégrer dans la comptabilité normale la

somme de 3 600 000 francs, qu'il nous a effectivement remise, mais dont nous ne connaissons pas la provenance ? ».

L'avocat stéphanois rappelle qu'il faudra, le moment venu, se mettre en accord avec le fisc, « ce que M. Rocher a oublié de faire. Quand on gère des centaines de millions, on garde les comptes », conclut M. Buffard, « et puis, on doit assurer qu'ils sont bons, on doit les communiquer ».

De son côté, M. Rocher mène une campagne active, sur le thème « l'unité, la cohésion et la fraternité » nécessaires au club (lettre datée du 22 juin dernier aux membres bienfaiteurs prochains électeurs). « Je ne suis pas malhonnête », affirme-t-il. Ses protestations de bonne foi et d'intégrité ne sauraient retarder l'examen dépassonné des finances du premier club français de football. La municipalité stéphanoise, qui avait dans un premier temps largement soutenu M. Rocher, est aujourd'hui très discrète. — C. R.

(1) M. Rocher, avec huit de ses amis, brigue un nouveau mandat d'administrateur. Les élections prévues pour le lundi 26 juillet pourraient être reportées en raison de l'enquête financière.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 788 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre mandat de paiement.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du Monde, 5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

économie

SOCIAL

QUE PERSONNE NE BOUGE !

(Suite de la première page.)

Le fait est que l'on se trouve un an après avec un déficit budgétaire de plus de 100 milliards de francs, des déficits de la Sécurité sociale et de l'UNEDIC presque impossibles à combler, une balance des paiements largement déséquilibrée... et deux dévaluations. Il s'est trouvé que la reprise internationale n'était pas au rendez-vous et que la France a fait la cruelle expérience de son interdépendance.

Reconnaissons au gouvernement Mauroy le mérite de ne pas s'être entêté. Le pied est résolument mis sur la pédale du frein. Qu'il s'agisse du déficit budgétaire (limité à 3 % du PIB), des prélèvements obligatoires qui ne doivent pas dépasser le seuil actuel (43 % du PIB), et des charges des entreprises, promesse est faite de ne plus laisser aucune situation s'aggraver. Il est demandé au pays un effort intense pendant quatre mois et une discipline accrue pendant les quatorze mois qui suivront. L'objectif officiel étant, comme l'a rappelé M. Pierre Mauroy le 15 juillet, de « mettre fin à la course prix-salaires-prix ».

Mais de façon plus subtile, bien qu'avouée, le gouvernement socialiste tente de réaliser ce que M. Raymond Barre se désolait de ne jamais obtenir et qui aurait dû assurer le succès de sa politique : la fluidité des salaires et des prix, autrement dit la fin du système d'indexation automatique.

Cette idée fait son chemin. Pour M. Mauroy, inspiré par son ministre de l'Économie et des Finances, il s'agit de ne plus ajuster les salaires sur les prix aussitôt que ces derniers augmentent, mais de procéder à des

augmentations par étapes en se basant sur un taux d'inflation estimé. En Italie, le patronat privé a dénoncé l'accord de 1975 instituant l'échelle mobile des salaires, ce que le secteur industriel public renonce à faire... pour le moment.

Paradoxalement, il n'y a que la gauche qui puisse, en France, tenter la manœuvre, elle seule étant en mesure de convaincre les syndicats de la nécessité de rompre avec la sacro-sainte idée qu'on ne doit revenir sur aucun avantage acquis. Il y aurait eu, le 15 juillet à Malignon, un échange de vues plutôt vif entre M. Delors et M. Krausnick. Le ministre de l'Économie et des Finances n'a pas caché au secrétaire général de la C.G.T. que le gouvernement était essentiellement préoccupé par la situation des entreprises.

Un abandon des privilèges

Dur langage pour un syndicaliste, mais langage réaliste auquel les socialistes auraient dû avoir recours plus tôt, chiffres à l'appui. Il est facile de démontrer, par exemple, en calculant la part du revenu national dévolue aux différents agents économiques, que ce sont bien les entreprises qui ont supporté, ces dernières années, la charge des prélèvements extérieurs.

De même n'est-il pas difficile de prouver que la situation financière des entreprises privées s'est considérablement dégradée : en 1981, leur taux de marge - c'est-à-dire le rapport entre les bénéfices non distribués et les amortissements, d'une part, et la valeur ajoutée, d'autre part, - est tombé à 22,2 % contre 24,2 % l'année précédente, et le taux

de leur épargne brute, qui n'avait jamais été aussi bas, ne représentait plus que 7,7 % de leur valeur ajoutée contre 11,4 % en 1979.

Ces quelques chiffres ne sont pas avancés pour montrer l'ampleur des difficultés que le gouvernement socialiste doit surmonter s'il ne veut pas voir complètement échouer son expérience économique. On parle aujourd'hui de rigueur, sinon d'austérité, et l'on sait (si l'on en croit les sondages) qu'une majorité de salariés ne sont pas hostiles à certains efforts.

Que n'a-t-on su profiter d'une telle disposition d'esprit pour réaliser dès le départ le nécessaire partage du travail plutôt que de « brader » les trente-neuf heures sans aucune contrepartie salariale ! Pourquoi faut-il rester sourd aux discours de ceux (syndicalistes courageux ou ministres lucides) qui n'hésitent pas à préciser que tout le monde ne pourra prétendre au maintien du pouvoir d'achat, que la solidarité envers les moins fortunés, fort justement préconisée par le pouvoir, suppose un abandon des privilèges, ce mot s'étendant à une plus large couche de la population qu'on ne le laisse entendre d'ordinaire ?

Toutefois, pour vaincre les rigidités sociales et économiques, il convient que le gouvernement, fasse preuve non seulement de fermeté, mais aussi de cohérence dans les projets, ce dont on ne saurait toujours le créditer. C'est à lui de faire en sorte qu'on ne parle pas de partenaires sociaux en pensant adversaires sociaux.

FRANÇOIS SIMON.

QUAND M. DOUMENG LICENCIE AUSSI DES DÉLÉGUÉS C.G.T.

M. Jean-Baptiste Doumeng, P.D.G. de la société Sica-Vin Midi-Pyrénées à Toulouse, société qui connaît des difficultés depuis 1978 (son effectif est passé de 138 à 65), vient de décider de licencier 14 salariés.

D'après cette information, communiquée par la C.G.T. le 16 juillet, trois délégués du personnel ou élus C.G.T. figurent parmi les licenciés. L'annonce de cette décision, la majorité du personnel s'est mise en grève pour obtenir l'annulation de ces suppressions d'emplois motivées par la suppression du secteur « petites livraisons ».

M. Jean Noû, directeur de la Sica-Vin, a déclaré que l'entreprise serait fermée si le travail ne reprenait pas le 19 juillet. Il a affirmé que ces licenciements avaient été décidés dans la perspective d'un plan de redressement économique.

Rapportons que M. Doumeng, dit « le milliardaire rouge » en raison de son appartenance au parti communiste, est également P.D.G. de la société Interagra, dont il possède 60 % des parts.

ACCIDENT MORTEL DU TRAVAIL AUX CHANTIERS NAVALS DE LA ROCHELLE

La Rochelle. - Après le décès accidentel pendant son travail, le 15 juillet, de M. Jean-Luc Vignaud, un ouvrier de vingt-cinq ans des Ateliers et chantiers navals de La Rochelle-La Pallice (asphyxié à la suite d'un incendie dans l'alimentation d'un chalumeau), les syndicats de cet établissement ont demandé à M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., de ne pas venir présider la cérémonie de lancement du navire-cablier *Raymond-Croze* prévue à la Société nouvelle ateliers et chantiers de La Rochelle-La Pallice (S.N.A.C.R.P.), pour le vendredi 23 juillet prochain.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui ont fait observer un débrayage d'une demi-heure le 15 juillet, estiment que toutes les mesures de sécurité ne sont pas assurées pour les ouvriers qui travaillent dans cet établissement. Selon eux, en venant à cette cérémonie, M. Mexandeau cautionnerait en quelque sorte la politique ouvrière du patronat des A.C.R.P.

Finalement, le ministre des P.T.T. ne viendra pas à La Rochelle et la cérémonie prévue se limitera au lancement technique du bateau, sans personnalité. - (Corresp.)

LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

Les métallurgistes C.F.D.T. dénoncent les « carences graves » des plans d'Usinor et de Sacilor

« Si on enlevait le vélo de Bernard Hinault, qu'en penserait l'opinion publique ? », a demandé, le 16 juillet, M. Pierre Robert, un des dirigeants de la Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. C'est justement leur outil de travail que l'on enlève aux sidérurgistes.

Les leaders syndicaux C.F.D.T. des différents bassins sidérurgiques ont manifesté, au cours d'une conférence de presse à Paris, leur inquiétude face à la dégradation de la situation de l'emploi dans le secteur de la sidérurgie. « Aujourd'hui, le problème de l'emploi dépasse de très loin les problèmes des salaires et des classifications, qui ont animé nos luttes auparavant », a souligné M. Henri Rombach, délégué C.F.D.T. à Pompey.

Les deux plans de restructuration soumis aux comités d'entreprise d'Usinor et de Sacilor au mois de juin dernier présentent des « carences graves à court et moyen terme. Leur logique est la même que celle des plans présentés par les gouvernements précédents », assure la F.G.M. Après le grand espoir du 10 mai, les militants C.F.D.T. accordent encore un « certain crédit à la volonté de changement du gouvernement, mais une situation de doute s'installe ».

AGRICULTURE

La F.N.S.E.A. tente de « récupérer » une agitation de saison

Chaque journée de l'été va-t-elle amener son lot de manifestations paysannes ? Après celles de Loire-Atlantique, jeudi 15 juillet, ce fut le 16 juillet, le tour du Finistère, où une centaine de producteurs de tomates ont occupé dans l'après-midi plusieurs kilomètres de la voie express Brest-Quimper. Ils ont distribué gratuitement 15 tonnes de tomates aux automobilistes, mais ils ont déversé aussi le contenu de plusieurs camions devant la sous-préfecture à Brest. Ils affirment que le kilo de tomates vendu 1 franc, leur revient à 3 francs. Dans l'Aude, vendredi toujours, cent cinquante viticulteurs ont bloqué la voie ferrée en gare de Narbonne avant de se rendre à la sous-préfecture également.

Deux postes de signalisation ont été détruits à l'explosion. Les manifestants ont aussi saqué les locaux de deux huissiers de justice, M^{rs} Farouzi et Lalanne, chargés du recouvrement des cotisations sociales impayées. Un responsable de la F.D.S.E.A. de l'Aude, M. Francis Belari, a déclaré : « Après la conférence annuelle qui ne nous a rien

apporté, le marché s'est effondré. Nous devons nous battre parce que l'on se moque de nous ». Lundi 19 juillet, les délégués des comités d'action viticole se réuniront à Montpellier (Hérault) pour décider de la conduite à tenir dans les prochains jours.

Les liens entre les espoirs déçus par la dernière conférence annuelle (Le Monde daté 11-12 juillet) et ces manifestations ne sont pas évidents. Si les signes de mécontentement sont manifestes, la dispersion des actions, plutôt traditionnelles à cette époque de l'année, et la faiblesse du nombre des agriculteurs y participant laissent à penser que la mobilisation n'est pas générale. Devant le conseil d'administration de la F.N.S.E.A., M. Guillaumet, le président de la centrale paysanne a d'ailleurs déclaré : « Des agriculteurs engagés des actions individuelles ou limitées à quelques personnes qui, n'étant pas contrôlés par les fédérations départementales, pourraient générer en violence. Le gouvernement en porterait l'entière responsabilité parce qu'on ne peut pas ainsi mépriser aussi longtemps

AFFAIRES

Rachetant les participations de Paribas et de Europe 1

Le Crédit lyonnais acquiert 14,6 % du capital de Hachette

Le Crédit lyonnais a racheté à Paribas et à Europe 1 leurs participations dans le groupe Hachette, devenant ainsi le partenaire du groupe Floirat, qui en détenait près de 42 %, avec 14,6 % du capital (nos dernières éditions). Ce mouvement de capital, qui assure les pouvoirs publics, n'a aucune signification politique, et relève de raisons purement financières, s'est effectué par l'intermédiaire de la société Marlis, qui détient la majorité (54 %) d'Hachette.

Le Crédit lyonnais a racheté les parts de Paribas (10 %) et d'Europe 1 (17 %) dans cette société holding, dont il détenait donc, désormais, 27 % du capital, le reste étant détenu par la société civile Floirat-Lagardère et Aigle Azur du même groupe (33 %), le groupe Filipacchi

(20 %) et la holding M.M.B. (20 %) détachée récemment de Matra. Compte tenu des liens existants entre Matra, la société civile Floirat-Lagardère et le groupe Filipacchi, il semble que cette opération n'entraînera pas de modification fondamentale de la stratégie du groupe. Pour le Crédit lyonnais, il s'agit d'un placement à longue échéance dans un secteur en pleine réorganisation. L'établissement entend se limiter au rôle de banquier dévoué pendant un siècle à Paribas.

Le groupe Hachette a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 1.946 milliard de francs dont 1.381 milliard dans la librairie et 275 millions dans la presse. A lui seul, le groupe Hachette publie plus de 50 millions de volumes chaque

année et détient 20 % du marché français de l'édition. Avec ses sept départements éditoriaux et ses dix-huit filiales, il est le premier éditeur français et l'un des cinq premiers du monde.

Premier groupe de presse français, Hachette possède de nombreux hebdomadaires et magazines parmi lesquels on citera *7 Jours* (3 millions d'exemplaires), *Elle* (340 000 exemplaires), *France-Dimanche*, *Week-end*, *Parents*, etc.

Il possède aussi un secteur important d'imprimeries et le premier réseau de distribution du livre. Actuellement, le groupe, en continuant sa réorganisation, semble s'orienter vers la commercialisation et la création de produits audiovisuels en développant une stratégie internationale.

La restructuration de l'industrie chimique en Italie

L'ENI et la Montedison se sont accordés sur le partage des tâches

Après deux ans environ de discussions serrées, le groupe privé Montedison, numéro un de la chimie italienne, et le groupe pétrolier d'Etat ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) sont parvenus à s'entendre sur le partage de la chimie péninsulaire. Grossièrement tracé, le plan retenu prévoit que la Montedison exercera ses activités dans la chimie fine, l'ENI, de son côté, avec ses filiales Enoxy, (50 % Occidental petroleum), prenant en charge l'essentiel de la chimie lourde (pétrochimie, matières plastiques) que la firme de Milan lui cèdera, en particulier le vaporeacteur de Priolo (Sicile).

Une lettre d'intention a été signée entre les contractants, prévoyant la conclusion d'un accord définitif le 20 décembre prochain. D'ici là, des négociations se poursuivront pour mettre au point les modalités des transferts d'actifs. En procédant à ce troc, les deux grands groupes italiens espèrent pouvoir concentrer

leurs efforts dans les branches d'activités où ils ont affirmé leur suprématie et ainsi parvenir à rationaliser leurs productions. L'ENI, à travers l'Enoxy, va donc être appelé à devenir, sinon le premier, du moins un des tout premiers producteurs européens de polyéthylène basse densité (13 % du marché environ contre 14 % à la B.A.S.F.), le numéro deux dans l'A.B.S. (Acrylonitrile Benzène Styrene), matière plastique employée notamment dans la fabrication de pare-chocs, et occupera une place importante dans le P.V.C. (polychlorure de vinyle).

Montedison ne quittera cependant pas complètement le secteur des plastiques et, dotée des usines que lui apportera l'ENI, renforcera même ses positions dans le polypropylène et le polystyrène, avec des parts de marché en Europe qui passeront respectivement de 15 % à 19 % et de 13 % à 17 %.

Le partage étant inégal, Montedison a demandé 420 milliards de lires (2,1 milliards de francs) à l'ENI pour prix du transfert.

Cet argent devrait lui permettre de boucher une partie du trou creusé en 1981 par son déficit historique (600 milliards de lires, soit 3 milliards de francs). Il manquera cependant au groupe 700 milliards de lires (3,5 milliards de francs) pour mener à bien son plan de restructuration.

On prête à la firme de Milan l'intention de procéder dans les semaines ou les mois à venir à la vente de tout ou partie des actifs qu'elle possède encore et qui n'ont aucun lien avec l'industrie chimique : à savoir, la chaîne de grande magasins Siana, le quotidien romain *Il Messaggero* (centre gauche) et la S.E.L.M., chef de file de l'activité électrique (centrales) du groupe. - A. D.

ÉTRANGER

L'O.C.D.E. prévoit une aggravation du chômage en République fédérale d'Allemagne

Avec un taux de croissance de 1 % en 1982, l'Allemagne fédérale devrait réussir à réduire son taux d'inflation à 4,5 %. En revanche, le chômage risque encore de s'aggraver et de devenir un problème structurel, estime l'O.C.D.E. dans son étude annuelle consacrée à la R.F.A. L'activité économique intérieure de la République fédérale d'Allemagne est faible depuis la récession de 1980, note l'O.C.D.E. En 1981, la demande intérieure totale a baissé de 1,1 %, la production industrielle de 1,5 % et le P.N.B. réel de 0,3 %. Mais grâce à l'amélioration de la balance extérieure - les exportations de biens et services ont augmenté de 17,5 % au second semestre 1981 - le P.I.B. réel, au lieu de diminuer, est resté stable au premier semestre et s'est légèrement accru au second semestre.

Compte tenu de la faiblesse de la demande et de la production, le chômage s'est brusquement aggravé : il atteignait 4,8 % de la population active totale en 1981.

Enfin, en raison de l'augmentation du prix des produits importés, l'inflation a été, en 1981, un peu plus forte que l'année précédente (+ 0,4 %) tout en restant nettement inférieure à la moyenne de l'O.C.D.E. (5,9 % contre 10,6 %).

Pour 1982 et 1983, les experts de l'O.C.D.E. retiennent trois hypothèses : une politique monétaire moins restrictive que celle pratiquée en 1981 ; une politique budgétaire rigoureuse en 1982, plus souple en 1983 et une augmentation des salaires de base comprise entre 4 et 5 %.

Dans ce contexte, ils prévoient : - Une stagnation de l'activité économique au premier semestre 1982. Celle-ci dépendra principale-

ment de la demande extérieure, les exportations de biens et services en termes réels devant augmenter de 8,5 % en 1982 et de 7,75 % en 1983 ;

- Une diminution de la consommation réelle des ménages de 0,75 % en 1982 puis une progression de 1,25 % en 1983 ;

- Un redressement tardif de l'investissement en machines et outillages dans les derniers mois de 1982 et au début de 1983. En revanche, les investissements publics devraient baisser en 1982 et rester faibles en 1983.

Compte tenu de la faiblesse de l'activité économique en 1982, l'emploi devrait diminuer cette année puis se stabiliser en 1983. Le taux de chômage pourrait ainsi atteindre 7,25 % de la population active totale au second semestre 1983. En revanche, le taux d'inflation devrait tomber à 4,5 % en 1982 et à 3 % en 1983, en raison notamment du ralentissement de la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre et des prix à l'importation.

Autre élément positif : la balance des opérations courantes devrait dégager un excédent en 1982 et en 1983 malgré une dégradation passagère au début de cette année.

Au total, la croissance économique, très légère en 1982 (1 %), devrait s'accroître pour atteindre 3 à 4 % en 1983.

Hausse de 1 % des prix de gros aux États-Unis en juin

L'indice des prix de gros aux États-Unis a progressé de 1 % en juin, en raison principalement d'une augmentation de 4,1 % des prix de l'énergie, a annoncé vendredi 16 juillet le département du travail. En mai, l'indice avait été stable après avoir progressé de 0,1 % en avril et baissé de 0,3 % en mars. Selon les économistes, la hausse des prix de gros pour l'ensemble de l'année 1982 devrait s'inscrire entre 5 % et 6 % contre 3,5 % au cours des douze derniers mois.

Le Monde des PHILATÉLISTES

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Les cadeaux de la grand-tante

Pour ceux qui ont le souci de constituer un pécule pour leur progéniture, on ne peut apparemment rien recommander de mieux qu'une euro-emission à « coupon zéro », offerte sous forme de titres d'une valeur nominale unitaire de 100 dollars. C'est ainsi qu'American Medical International (AMI), qui a lancé mercredi un emprunt euro-obligataire en deux tranches totalisant 450 millions de dollars, permet d'acquiescer, soit pour 8 dollars seulement une euro-obligation qui sera remboursée 100 dollars dans vingt ans, soit pour 14 dollars une coupure qui en vaudra 100 dans quinze ans. Dans l'intervalle, l'un et l'autre papier seront évidemment démunis de tout coupon. Préablement, ils auront été finis respectivement à 8,25 % et 14 %, pour procurer l'équivalent d'un rapport de 13,30 % sur celle à vingt ans et de 14 % sur la tranche à quinze ans. C'est la première fois que des coupures aussi faibles que 100 dollars sont proposées sur le marché international des capitaux. Cette démocratisation est d'autant plus spectaculaire que le très faible prix d'émission met l'euro-emprunt AMI à la portée des bourses les plus modestes. Aux Etats-Unis, où la formule a été largement répandue, ce type de papier sert souvent de cadeau d'anniversaire ou de Noël. An, par la grand-tante ravie de savoir que vingt ou trente ans plus tard le petit-neveu intéressé recevra un versement en capital qui peut être important. En attendant, il faut laisser les obligations concernées dormir dans un tiroir et espérer que l'émetteur ne fera pas faillite entre-temps.

La régie Renault avait, semble-t-il, en l'intention de lancer la première émission euro-obligataire en livres sterling accompagnée d'un « coupon zéro ». L'emprunt, d'un montant de 50 millions de livres et d'une durée de dix ans, aurait alors été émis sans coupon à partir d'un prix de 28 millions de livres, pour donner à l'échéance l'équivalent d'un rapport d'environ 13,60 %. La Banque d'Angleterre s'est malheureusement opposée au lancement de l'euro-emission, parce que celle-ci aurait été dirigée par un établissement d'origine américaine et non par une banque d'affaires britannique. Peut-être qu'une de celles-ci reprendra l'idée à son compte. Pour l'instant, on en est là.

Le marché euro-obligataire s'est amélioré cette semaine. Il n'est toutefois pas encore entièrement convaincu de la solidité de la reprise. Indépendamment des périodes attendues pour la masse monétaire américaine ce mois-ci,

l'ampleur du déficit budgétaire fédéral et les problèmes posés par son financement aux Etats-Unis continuent d'empêcher de croire à une détente durable des taux d'intérêt sur le dollar. Aussi, aux périodes de repli succèdent des tentatives de réouverture du marché primaire des euro-emissions à taux fixe. C'est ainsi que cette semaine la porte s'est entrouverte pour laisser passer quatre emprunts nouveaux.

L'un d'entre eux, d'un montant de 100 millions de dollars, a particulièrement frappé l'imagination de la communauté bancaire internationale. Ouvert par le gouvernement du Mexique, il en offre la particularité d'être doté du plus haut coupon jamais proposé sur le marché des euro-obligations : 18,50 % par an. L'emprunt, qui sera émis au pair, s'étendra sur quinze ans. Toutefois, les porteurs pourront demander le remboursement anticipé au pair de leurs titres tous les trois ans. Comme si cela ne suffisait pas, le tout est accompagné d'une commission pour les banques de 1,875 %, c'est-à-dire beaucoup plus que ce que paierait sur trois ans un emprunteur ordinaire. Malheureusement pour lui, le Mexique ne l'est pas.

Le coupon le plus élevé

Criblé de dettes extérieures, avec en plus des besoins de financement nouveaux de 11 milliards de dollars nets cette année, l'Etat mexicain est aux abois. Un recours au F.M.I. est certainement inévitable. En attendant, les Mexicains tentent d'appâter le chaland avec un coupon et des conditions record. Celle-ci représente l'équivalent, dans le cadre d'un crédit bancaire, d'une marge de 4 %, venant s'ajouter au taux du libor à six mois, soit un taux d'intérêt frisant les 20 %. A ce niveau, le débiteur se met sur le dos le service d'une dette tel qu'il ne peut qu'empirer la situation initiale. Le Brésil, qui, déjà, paie l'un des taux d'intérêt les plus forts au monde, n'est guère plus d'une marge de 2,125 % sur ses euro-crédits. Dans ces conditions, un coupon-record de 18,50 % peut tout autant effrayer l'investisseur que l'attirer. Dans le cas présent, la deuxième éventualité paraît l'avoir emporté, puisque le montant de l'émission mexicaine a été augmenté de 50 millions de dollars, pour être portée à 150 millions.

A l'opposé, la Creditanstalt autrichienne et la banque Sumitomo qui recherchent respectivement 75 millions de dollars sur huit ans et 50 millions sur sept ans, ne propo-

sent qu'un coupon annuel de 15,50 %, soit 3 % de moins que le Mexique. Un tel écart montre ce que peut coûter une mauvaise réputation sur la scène financière internationale.

La banque Sumitomo est le premier établissement japonais à solliciter le secteur à taux fixe du marché euro-obligataire libellé en dollars. Son émission est assortie d'un « swap » arrangé par la Banque de Paris et des Pays-Bas. Cela veut dire que la Sumitomo échangera ses obligations dotées d'un taux d'intérêt fixe contre des notes à taux d'intérêt variable, qui lui permettront de financer des prêts à la clientèle des emprunteurs internationaux.

La Bank of Tokyo, la Long Term Credit Bank of Japan et la Nippon Credit Bank vont faire de même dans les semaines à venir, ayant toutes les trois été également autorisées par leur ministère de tutelle à emprunter de cette manière.

Les banques nippones ont depuis le mois d'avril de cette année la permission de consentir des crédits bancaires en yens à des débiteurs non japonais. A ce jour, ce sont les emprunteurs français qui de loin ont le plus bénéficié de cette manne, ayant levé ainsi 37 milliards de yens. C'est de cette façon que la Caisse nationale des autoroutes (C.N.A.) vient de drainer 12 milliards de yens, par le truchement d'un crédit d'une durée de dix ans, qui est garanti par la République française. Ce type d'opération est intéressant pour les emprunteurs qui se voient mettre à leur disposition des capitaux à long terme sur la base d'un taux d'intérêt annuel fixe relativement bas. Celui acquis par la C.N.A. ne sera que de 8,6 % par an. Ce genre de transactions comporte un risque de change inévitable, mais il est tout aussi grand avec des emprunts en dollars, en francs suisses ou en deutschemarks.

Le marché allemand des capitaux est également bien moins cher que son homologue américain. C'est surtout pour cette raison que la Banque française du commerce extérieur va lancer, le 27 juillet prochain, une émission euro-obligataire de 100 millions de deutschemarks. L'établissement français, en effet, inscrit sur le calendrier des nouveaux emprunts internationaux en devises, allemandes, qui vont être émis au cours des quatre prochaines semaines. Le calendrier, qui totalise 1,4 milliard de deutschemarks, est considéré comme raisonnable dans les conditions actuelles du marché.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Flottement sur le dollar Raffermisssement du métal précieux

Amorcé à la fin de la semaine dernière, interrompu pendant quelques jours, le reflux du dollar a repris vendredi 16 juillet, bien timidement sans doute, puisque, à Paris, le cours de la monnaie américaine, qui avait touché 7 F il y a une dizaine de jours, est revenu, d'une semaine à l'autre, de 6,93 F à 6,90 F environ. Sur le marché de l'or, le cours de l'once est passé, brusquement, de 322 dollars à près de 350 dollars, au plus haut depuis trois mois, en liaison avec l'entrée des troupes iraniennes en territoire irakien.

Initialement, le dollar fléchissait nettement, revenant de 6,93 F à 6,84 F sur la place de Paris, et de 2,49 DM à 2,46 DM sur celle de Francfort. Ce repli était attribué à la détente sensible enregistrée sur

les taux d'intérêt américains, l'euro-dollar à six mois cédant 1 % pour revenir à 14 5/8 %. Puis, l'arrêt de la détente des taux (voir la rubrique *Marché monétaire et obligataire*) provoquant une reprise des cours du « billet vert » aux alentours de 6,93-6,94 F à Paris et de 2,49 DM à Francfort. A la veille du week-end, toutefois, une nouvelle baisse du dollar à 6,90 F et à 2,48 DM environ.

Tout est lié, en fait, à l'évolution de la masse monétaire américaine, censée « exploser » pendant le mois de juillet, et sur laquelle les pronostics vont bon train. Si elle « explose », la Réserve fédérale sera tentée de maintenir sa politique res-

trictive, les taux se maintiendront, de même que les cours du dollar. On en était là vendredi 16 juillet.

A Paris, le cours du mark monte lentement. Après être resté quelques semaines un peu au-dessus du nouveau cours-plancher de 2,709 F, il a successivement débordé 2,7750 F, puis 2,78 F pour s'établir un peu en dessous de 2,7850 F en fin de semaine. La Banque de France est intervenue, très modestement, aux paliers de 2,78 F et 2,7825 F. Déjà il dirait-on... De toute façon, il reste du chemin jusqu'au nouveau cours central (2,8396 F).

Sur le marché de l'or, le regain de tension à la frontière irano-irakienne et le flottement observé sur le dollar ont fait monter le cours de l'once à plus de 350 dollars. — F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 AU 16 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Lire italienne
Londres	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,7195	—	14,8822	47,4158	40,2738	2,1119	36,5163	0,8718
Paris	1,7240	—	14,8380	47,2813	40,1445	2,1114	36,3967	0,8717
Bruxelles	11,8721	6,9058	—	327,48	278,09	14,9028	252,14	4,9587
Zurich	11,9473	6,9208	—	327,45	278,30	14,9020	252,22	4,9713
Frankfurt	3,6264	2,1890	38,5438	—	84,9375	4,4540	77,0129	1,5146
Amsterdam	3,6462	2,1959	38,5283	—	84,9856	4,4657	76,9798	1,5172
Bonn	2,6955	2,4838	35,9594	117,73	—	5,2439	90,6780	1,7831
Bruxelles	4,2944	2,4918	35,9453	117,77	—	5,2596	90,6442	1,7869
Bruxelles	81,4183	47,3508	6,8573	22,4513	19,8694	—	17,2944	3,4803
Bruxelles	81,4486	47,3680	6,8343	22,3924	19,8124	—	17,2374	3,3974
Amsterdam	4,7088	2,7385	35,6596	129,54	118,28	5,7835	—	1,5646
Amsterdam	4,7366	2,7475	35,6479	129,58	118,29	5,8010	—	1,5769
Milan	2,3944	1,3925	281,66	648,26	569,81	29,4886	588,49	—
Milan	2,48125	1,39440	281,15	659,18	569,61	29,4341	587,37	—
Tokyo	438,12	254,80	34,9087	128,81	182,61	5,3812	93,8436	0,1829
Tokyo	440,48	255,58	34,9098	128,80	182,56	5,3945	92,9926	0,1832

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 juillet, 2,7099 F contre 2,7099 F le vendredi 9 juillet.

Marché monétaire et obligataire

Incertitude aux Etats-Unis

L'évolution de la masse monétaire aux Etats-Unis a fini par hypnotiser tout le monde : sur l'ensemble des places financières, on scrute l'horizon new-yorkais, anxieux de connaître les chiffres de ladite masse, annoncés religieusement en fin d'après-midi, le vendredi de chaque semaine.

Après l'« heureuse surprise » de la dernière semaine de juin, avec une contraction de 4,2 milliards de dollars (chiffre révisé), très supérieure aux prévisions (1 à 2 milliards au maximum), la grande inconnue reste l'évolution de cette masse au cours du mois de juillet, sous le double impact du versement des pensions de la sécurité sociale et des déductions fiscales, qui équivalent à une injection de 40 milliards de dollars dans les circuits financiers. Le Fed a annoncé vendredi une augmentation de 5,9 milliards de dollars de la masse monétaire M1, correspondant à la prévision la plus

optimiste (les pessimistes parlaient de 13 milliards). Il pourrait en résulter une baisse des taux.

En Europe, la Banque d'Angleterre a provoqué un fléchissement des taux d'environ 0,50 %, tandis que la Banque de France continuait à alimenter le marché au taux, inchangé, de 14 3/4 %, le loyer de l'argent au jour le jour sur la place de Paris se maintenant à 15 %.

Un marché obligataire plus calme, sous l'effet de l'avalanche d'émissions nouvelles qui s'est abattue sur lui, le marché des obligations a réagi plus lourdement cette semaine. Le « gros » emprunt de la Caisse nationale de l'énergie, destiné à E.D.F., et d'un montant de 4 milliards de francs à 16,50 % et de sept ans, se place assez lentement. La souscription de l'emprunt S.N.C.F., lancé la semaine dernière sous deux formes — taux fixe et option de sortie (« fenêtre »), après

un départ très satisfaisant, s'est nettement ralentie, quant aux émissions Eurodollar de la Ville de Paris, c'est la « colle » à la bombe pour le statut de Paris effraye les prêteurs, à tort ou à raison, et Eurodollar est moyennement apprécié du marché, pour d'obscures raisons.

En ce qui concerne les rendements, c'est le calme : 15,68 % (inchangé) pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans ; 15,11 % contre 15,06 % pour ceux à moins de sept ans ; 16,09 % contre 16,08 % pour les emprunts du secteur public et 17,25 % contre 17,27 % pour ceux du secteur privé. Il convient, toutefois, de noter que, sur le marché primaire à l'émission, les taux pour les emprunts de la Caisse de l'énergie ayant été lancés, on l'a vu, à 16,50 % au lieu de 16,60 %.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Nouvelle hausse du cuivre et de l'argent

Les places commerciales ont davantage vécu à l'heure d'un regain de tension internationale, surtout avec les éventuelles incidences de l'offensive en Irak. Ce facteur s'est donc substitué à la perspective lointaine d'une reprise de l'activité économique, ce qui a permis aux prix des métaux non ferreux et des métaux précieux de se revaloriser à nouveau.

METALLURGIE. — La hausse se poursuit sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les achats pour compte chinois continuent et sont désormais évalués par les négociants à près de 100 000 tonnes. La réunion du C.I.F.E.C. Limité s'est terminée sans qu'aucune décision concrète à effet immédiat pour soutenir les prix ait été prise. Un comité technique sera néanmoins constitué dans ce but. Il n'est nullement envisagé de réduire la production de métal rouge, tout au plus un report de l'ouverture de nouvelles mines. Quant à imposer des quotas aux exportations pour suivre l'exemple donné par les producteurs d'étain, une telle mesure exercerait peu d'effets en raison de stocks mondiaux relativement élevés. Ils dépassent actuellement 550 000 tonnes, ayant pratiquement triplé en l'espace d'un an aux Etats-Unis.

Les cours de l'étain ont peu varié tant à Londres qu'à Penang, grâce aux achats de soutien effectués par le directeur du stock régulateur.

Nouvelle progression des cours du plomb à Londres. La production mondiale de métal raffiné a légèrement fléchi (— 5 000 tonnes), mais la baisse a été plus sensible pour la consommation (— 64 000 tonnes) durant les quatre premiers mois de l'année.

Fermée persistante des cours du zinc à Londres. L'offre mondiale de métal raffiné a diminué de 69 000 tonnes et la consommation, de 109 000 tonnes.

Les cours de l'argent ont poursuivi leur avance à Londres dans le

sillage de l'or. Le Pérou pourrait suspendre ses ventes de métal pendant plusieurs semaines afin que les prix se revalorisent.

CAOUTCHOUC. — Les cours du naturel ont été soutenus sur les différents marchés. Les achats du directeur du stock régulateur ont porté sur 12 000 tonnes. Mais, pour éviter une lente dégradation des prix, il faudrait, estiment les pays producteurs, retirer du marché 350 000 tonnes de gomme durant le second semestre.

DENREES. — Les cours du sucre ont enregistré une légère progression, stimulés par d'importants achats pour compte chinois. La prochaine récolte européenne de betteraves serait moins importante que prévu. Une firme privée estime la production de la campagne 1981-1982 à 98,65 millions de tonnes, en

augmentation de 14 millions de tonnes sur la précédente estimation. Quant aux stocks mondiaux, ils atteindraient à fin août 32,77 millions de tonnes (+ 1,41 million de tonnes).

Le marché du cacao reste toujours déprimé. Les broyages de fèves ont diminué de 1 % en Grande-Bretagne durant le second trimestre par rapport au trimestre correspondant de 1981. La Côte-d'Ivoire, qui n'est pas membre de l'accord international, souhaiterait qu'il soit ajouté 70 000 tonnes de fèves au stock, qui devrait être porté à fin septembre 1983 à 250 000 tonnes. Quant à l'excédent mondial de production de la saison 1981-1982, il est estimé par l'Organisation internationale du cacao à 64 000 tonnes, au lieu de 89 000 tonnes pour la précédente saison.

LES COURS DU 16 JUILLET 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLURGIE. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 852,50 (814) ; à trois mois, 860 (828,50) ; étain comptant, 6 630 (6 675) ; à trois mois, 6 780 (6 800) ; plomb : 333 (327) ; zinc, 428,50 (425,50) ; aluminium, 557,50 (559,50) ; nickel, 2 995 (3 020) ; argent (en once par once troy), 371 (362) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,60 (62) ; argent (en dollars par once), inch. (64,0) ; platine (en dollars par once), 285,20 (272) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (36,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (360-375) ; Penang : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).
TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 71,14 (71,90) ; décembre, 73,28 (74,06) ; Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 374 (375) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (258) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, 44,70 (44,30).
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveau pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 49,50-50,50 (51,50-52,75) ; Penang (en cents des Dollars par kilo) : 201,50-202 (202,50-203).
DENREES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, septembre, 1 404 (1 454) ; décembre, 1 475 (1 520) ; sucre, septembre, 8,88 (8,22) ; octobre, 9,12 (8,40) ; Côte-d'Ivoire, qui n'est pas membre de l'accord international, souhaiterait qu'il soit ajouté 70 000 tonnes de fèves au stock, qui devrait être porté à fin septembre 1983 à 250 000 tonnes. Quant à l'excédent mondial de production de la saison 1981-1982, il est estimé par l'Organisation internationale du cacao à 64 000 tonnes, au lieu de 89 000 tonnes pour la précédente saison.
LES COURS DU 16 JUILLET 1982. — (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)
MÉTALLURGIE. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 852,50 (814) ; à trois mois, 860 (828,50) ; étain comptant, 6 630 (6 675) ; à trois mois, 6 780 (6 800) ; plomb : 333 (327) ; zinc, 428,50 (425,50) ; aluminium, 557,50 (559,50) ; nickel, 2 995 (3 020) ; argent (en once par once troy), 371 (362) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,60 (62) ; argent (en dollars par once), inch. (64,0) ; platine (en dollars par once), 285,20 (272) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (36,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (360-375) ; Penang : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).
TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 71,14 (71,90) ; décembre, 73,28 (74,06) ; Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 374 (375) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (258) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, 44,70 (44,30).
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveau pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 49,50-50,50 (51,50-52,75) ; Penang (en cents des Dollars par kilo) : 201,50-202 (202,50-203).
DENREES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, septembre, 1 404 (1 454) ; décembre, 1 475 (1 520) ; sucre, septembre, 8,88 (8,22) ; octobre, 9,12 (8,40) ; Côte-d'Ivoire, qui n'est pas membre de l'accord international, souhaiterait qu'il soit ajouté 70 000 tonnes de fèves au stock, qui devrait être porté à fin septembre 1983 à 250 000 tonnes. Quant à l'excédent mondial de production de la saison 1981-1982, il est estimé par l'Organisation internationale du cacao à 64 000 tonnes, au lieu de 89 000 tonnes pour la précédente saison.
LES COURS DU 16 JUILLET 1982. — (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)
MÉTALLURGIE. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 852,50 (814) ; à trois mois, 860 (828,50) ; étain comptant, 6 630 (6 675) ; à trois mois, 6 780 (6 800) ; plomb : 333 (327) ; zinc, 428,50 (425,50) ; aluminium, 557,50 (559,50) ; nickel, 2 995 (3 020) ; argent (en once par once troy), 371 (362) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,60 (62) ; argent (en dollars par once), inch. (64,0) ; platine (en dollars par once), 285,20 (272) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (36,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (360-375) ; Penang : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).
TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 71,14 (71,90) ; décembre, 73,28 (74,06) ; Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 374 (375) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (258) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, 44,70 (44,30).
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveau pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 49,50-50,50 (51,50-52,75) ; Penang (en cents des Dollars par kilo) : 201,50-202 (202,50-203).
DENREES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, septembre, 1 404 (1 454) ; décembre, 1 475 (1 520) ; sucre, septembre, 8,88 (8,22) ; octobre, 9,12 (8,40) ; Côte-d'Ivoire, qui n'est pas membre de l'accord international, souhaiterait qu'il soit ajouté 70 000 tonnes de fèves au stock, qui devrait être porté à fin septembre 1983 à 250 000 tonnes. Quant à l'excédent mondial de production de la saison 1981-1982, il est estimé par l'Organisation internationale du cacao à 64 000 tonnes, au lieu de 89 000 tonnes pour la précédente saison.

Bilan hebdomadaire de la Banque de France

La situation hebdomadaire, arrêtée au 8 juillet 1982, fait apparaître l'incidence de l'ajustement trimestriel du dépôt auprès du Fonds européen de coopération monétaire de 20 % des réserves publiques en or et en dollars.

Le poste « Or » n'enregistre aucune modification, le dépôt d'or contre ECU portant sur un montant inchangé de 636,5 tonnes d'or.

Le poste « Disponibilités à vue à l'étranger » diminue de 2 788 millions de francs correspondant au versement complémentaire au Fecom de 403 millions de dollars pour reconstituer le dépôt au niveau de 20 % des réserves en cette monnaie à fin juin 1982.

Les avoirs en ECU reçus en contrepartie des apports d'or et de dollars, soit 7 638 millions d'ECU, ont été calculés sur la base de 1 kilogramme d'or = 10 436,551 ECU (moyenne des cours convertis en ECU notés le 29 juin aux deux « fixing » de Londres) et de 1 dollar = 1,046217 ECU (cours du 5 juillet).

La contre-valeur en francs des ECU reçus, calculée sur la base du cours d'évaluation semestrielle de l'ECU, soit 1 ECU = 6,55282 francs, est inscrite à l'actif pour 50 049 millions de francs au poste « ECU ». Ce poste fait cependant apparaître un montant supérieur, car il comprend

également la contre-valeur en francs des ECU acquis au titre de règlements intracommunautaires ainsi que d'intérêts dont la Banque a été bénéficiaire.

L'engagement réciproque de dénouement à terme des opérations financières entre la Banque de France et le Fecom est retracé dans les postes suivants : — à l'actif : « Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fecom » qui

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 8-7-1982	PASSIF	
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	273 083	1) BILLETS EN CIRCULATION ..	172 366
dont :		2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 003
Or	170 584	3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	13 089
Disponibilités à vue à l'étranger	38 487	4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	50 932
ECUS	54 912	dont :	
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 148	Comptes courants des établissements étrangers à la construction de réserves	25 884
CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 386	5) ECUS À LIVRER AU FECOM	50 049
dont :		6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193 334
Concours au Trésor public	0	7) CAPITAL ET FONDOS DE RÉSERVE	2 256
CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCIEMENT	174 337	8) DIVERS	10 581
dont :		Total	509 026
Effets non échus	78 508		
Or et autres ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECOM	43 277		
DIVERS	6 845		
Total	509 026		

Vif repli
to dollar : 6,86 F

ÉTRANGER

- ## POLITIQUE

- ## CULTURE

- ## ÉCONOMIE

- ### RADIO TEXT EXTENSION

- ## LE GOUVERNEMENT

A B C D E F G

Les veines et le sang

Grâce aux progrès des techni- aux surcoûts — ont besoin du

Jean Charles s.a.
28 - rue de la Gare - Paris 18 - 524.43.33

sation prolongée. | ISABELLE VICHNIAC.

EC
Ecole d'Administration et
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lau

Glotta.

EC
Ecole d'Administration et
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lau

DE
Direction des Entreprises
ne (Suisse) — Tél. 021/22 15 11

SECRET
